

ALTERNATIVE
libertaire



AL 237 - MARS 2001

**Police partout...
justice nulle part !**

L'ÉDITO ALTERNATIVE LIBERTAIRE CONTINUE !

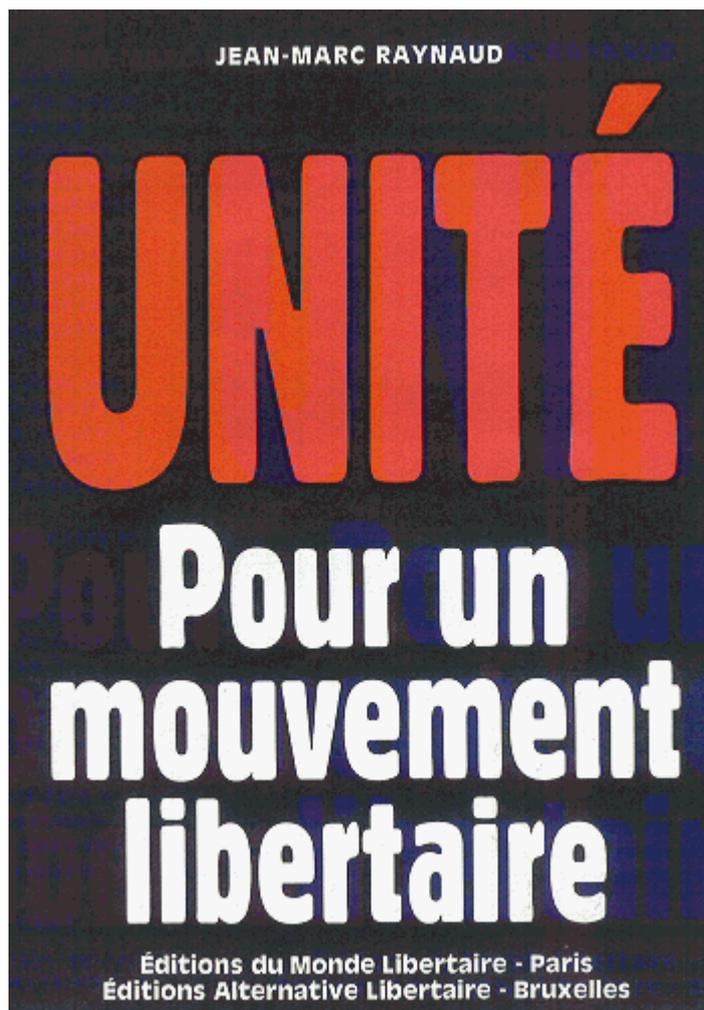
Puisque rien ne change. Ou presque rien. Ce que nous vivons en ce début de millénaire, c'est l'absence de changements sociaux, dans un monde qui bouge pourtant... subtilement.

Un texte sur l'importance de la continuité et de L'UNITÉ, signé Jean-Marie Bar et Jean-Marc Charlet

DOSSIER POLICE

12 pages consacrées à la nouvelle police unique en Belgique (Militants et organisations criminelles - Allochtones, hooligans et qui encore? - Ici on chasse ! ...). Un dossier concocté par Cécily Falla





Jean-Marc Raynaud
avec la complicité
de **Roger Noël - Babar**

Préambule

Traditionnellement, tout appel à l'unité en général, et à celle des libertaires en particulier, est précédé d'une grande déclaration générale sur *l'état du monde et du mouvement*.

Le ton y est toujours grave. L'analyse béton. La démonstration serrée. Le propos ardu. Et la conclusion... limpide.

Est-il besoin de le préciser, le temps se charge très vite de recouvrir de cendres ces grands discours de feu et de flamme, et de remiser au magasin du dérisoire ces déclamations martiales sur la catastrophe

annoncée, sur *la patrie en danger*, sur la mobilisation générale qu'impose la situation et de la mission historique qui incombe au *peuple élu*.

Pour être en danger depuis toujours, la *patrie* l'est, en effet, rarement plus à un moment qu'à un autre. Et, quant à la mission historique de tel ou tel *peuple élu*, le peuple tout court a appris depuis belle lurette à s'en méfier comme de la peste.

Dans ces conditions, on l'aura aisément compris, le présent appel à l'unité des libertaires et à la constitution d'un *mouvement libertaire unifié* entend rompre clairement avec cette manie des bulletins météo péremptores et des bondieuseries relatives à un *sauveur suprême*.

Disons-le clairement, le capitalisme n'en est ni à sa première, ni à sa dernière crise, et l'actuelle a peu de chances d'être plus (ou moins) *majeure* que celles du passé ou de l'avenir. De plus, que les libertaires s'unissent ou non, ne changera vraisemblablement (et malheureusement) pas grand chose au cours de l'histoire.

Reste que ce **pas grand chose** mérite *en soi*, d'être tenté, tout bêtement parce qu'il est de l'ordre du **possible**.

1 + 1 = 3

Depuis quelques années, les libertaires et leurs *foutues idées* reprennent du poil de la bête.

Ici, ce sont des drapeaux noirs et/ou rouge et noir, qui sont chaque fois plus nombreux dans les manifs. Là, ce sont des réunions qui se multiplient dans des locaux gérés collectivement par le mouvement ; des librairies qui ouvrent leurs portes (trois dernièrement à Rouen, Besançon et Montpellier) ; des émissions et des radios qui rayonnent dans l'éther ; des brochures, des livres, des revues, des journaux qui sortent en rafales ; des groupes qui se structurent et se pérennisent ; des caravanes anti-capitalistes qui sillonnent l'Europe ; des squats autogérés qui s'organisent ; des syndicats qui s'accrochent aux branches ; des organisations qui se consolident... Ailleurs, c'est tout *bêtement* une présence libertaire qui s'affirme partout où ça bouge et une visibilité de plus en plus incontournable au quotidien.

Bref, à défaut d'avoir retrouvé son envergure d'avant la guerre de 14, cela faisait longtemps que le phénix libertaire n'avait pas eu d'aussi bonnes joues.

Reste que cette bonne santé (relative) du mouvement libertaire n'attire toujours pas les foules populaires. Que quelques milliers de militant(e)s et

de sympathisant(e)s, ça ne permet ni de sortir complètement de la marge, ni de peser véritablement sur le cours des événements. Et, qu'à l'heure où un espace politique s'est libéré, sur le marché de l'espoir, du fait de l'implosion en vol de l'escroquerie marxiste et des compromissions quotidiennes du réformisme socialo-coco-écolo, le courant libertaire est toujours aussi impuissant à impulser une véritable dynamique d'alternative de société.

Dans ces conditions, point n'est besoin d'être grand clerc pour affirmer que si les différentes tribus, baronnies, marquises, bandes et autres astéroïdes de la galaxie libertaire (qui vont aujourd'hui au combat en ordre dispersé, voire en se savonnant la planche) unissaient, ne fût-ce que de temps à autre, leurs maigres troupes, il en irait bien évidemment autrement. Car, c'est bien connu, dans le mouvement social, $1 + 1$, cela a toujours fait davantage que 2 !

On ne fait pas de l'or avec du plomb

Pour s'unir, ça tombe sous le sens, il faut tout à la fois avoir matière à s'unir et le désir de s'unir.

! Pour ce qui est de la première condition, le mouvement libertaire ne manque pas de points de convergence. De quelque groupe ou structure qu'ils/elles soient, les libertaires ont, en effet, plus d'un patrimoine commun. Ils/elles rejettent tout à la fois le capitalisme et l'État, dont ils ont compris depuis longtemps (contrairement aux marxistes) qu'il était bien plus que le simple exécuteur d'un système économique (quasiment une classe *en soi*). Ils/elles combattent avec la même vigueur l'exploitation économique et l'oppression politique. Ils/elles se bagarrent pour l'égalité économique et sociale. La socialisation des moyens de production. L'autogestion généralisée. Le fédéralisme libertaire. La libre association des Égaux. L'abolition des frontières, des armées, des prisons, des polices. La réunification d'un corps social aujourd'hui profondément divisé et fracturé. L'entraide. La liberté de chacun et de tous. L'élaboration d'une nouvelle synthèse entre le collectif et l'individuel. Une gestion des ressources de la planète qui tiendrait enfin compte du droit à une vie décente des générations futures. Ils/elles vomissent tous les pouvoirs qui ne sont, en définitive, que des abus de pouvoir et combattent les dictatures de tous acabit (notamment celle *du* et *sur* le prolétariat), les périodes de transition (où l'on reporte toujours à demain ce qu'on pourrait faire le jour même) et le misérabilisme caritatif d'une gestion "humanisante" du cannibalisme capitaliste. Ils/elles aiment bouffer du curé, du rabbin, de l'imam, du bourgeois, du patron, du flic, du juge, du militaire, du bureaucrate, du technocrate, du politicard...

! Pour ce qui est du désir de s'unir, par contre, il reste encore du chemin à parcourir. Et pourtant, ce désir existe réellement et massivement à *la base* où, sur le terrain concret, les militant(e)s (dont l'adhésion à telle ou telle boutique est parfois le fait des hasards de la vie) ont une conscience affirmée du caractère transversal des valeurs libertaires et de leur appartenance à un mouvement plus large qui, malgré ses divisions, ne fait qu'un.

Mais on n'abandonne pas d'un coup de baguette magique les mauvaises habitudes d'années (ou de dizaines d'années) de guerres civiles, tribales et féodales. Certains ont du mal à se départir de réflexes (devenus, avec le temps, des automatismes) de considérer le *voisin* (celui qui est le plus proche) comme *le* concurrent dont *l'hérésie* en fait... un ennemi. Certains préfèrent ressasser les vieilles rancœurs et exhiber leurs vieilles blessures, où les conflits de personnes se mêlent sans vergogne aux véritables débats sur les divergences d'analyse et/ou de stratégie. En une phrase : remuer le couteau dans la plaie du différentiel (réel ou supposé) entre les spécificités libertaires plutôt que privilégier leurs valeurs communes. Chez les libertaires, on a trop souvent le repli identitaire solidement chevillé au corps. On se méfie comme de la peste du débat et on redoute la confrontation comme le diable. Crispé sur le dernier carré de ses certitudes, on a toujours un peu peur de *l'autre*, surtout quand il nous ressemble. Et quand on s'essaye à envisager l'unité, c'est toujours dans un scénario de **capitulation** des uns et/ou d'affirmation de son **hégémonie** sur les autres. Tout au plus, quand il n'y a pas vraiment moyen de faire autrement, consent-on, du bout des lèvres, à une *union* toute de **juxtaposition** d'indépendances farouches.

Cela fait des décennies que cela dure. Que la *FA*, l'*UTCL* (hier), *AL-France* (aujourd'hui), l'*ORA* (hier), l'*OCL* (aujourd'hui), la *CNT* anarcho-syndicaliste (hier), les *CNT's* (aujourd'hui), l'*UA*, le *Réseau No Pasaran*, les groupes autonomes, les tribus, groupes, sous-groupes et autres *Maloka*... guerroient entre eux, se font le coup du mépris ou s'ignorent superbement. Que leurs appareils respectifs et leurs chefaillons défendent becs et ongles leurs prés-carrés et leurs rentes de situation. Que lorsqu'une main se tend, l'autre se crispe sur le tomahawk. Que le petit monde anar étale au grand jour son impuissance à s'extraire d'un sectarisme digne des meilleurs groupuscules.

Et, s'il faut en avoir conscience, il n'y a pas véritablement de raisons pour que cela change ! À moins que...

Mèche courte !

Que les organisations libertaires, qui ont construit leur identité sur la mise en avant et l'exacerbation de leurs particularismes, renâclent devant l'idée d'unité et soient incapables d'engager un véritable processus d'unification du mouvement libertaire, n'a rien de fondamentalement étonnant. Toutes les **institutions** œuvrent d'abord à leur propre survie. Toutes (pour justifier leur existence) évoluent dans une logique de la **reproduction** (de ce point de vue le concept de dépérissement de l'État est un attrape-couillon de première) et il est peu d'exemples (celui de la *Gauche Prolétarienne* des années 70 en est un des rares) de suicides collectifs dans leurs rangs. De suicides définitifs ou de suicides préalables à une fusion.

Bref, autant le savoir, un bouleversement du paysage organisationnel libertaire allant dans le sens d'une unification et, donc, de la mort programmée de l'actuel, n'est pas à l'ordre du jour.

Et pourtant, cette unification *de fait* a déjà commencé et, elle ira à son terme dans les années qui viennent.

Elle a déjà commencé à *la base*.

Parce que sur le terrain, dans la dynamique des luttes où des libertaires sont investis, on est bien obligé, vu notre insignifiance numérique, de bosser avec les voisins les plus proches.

Parce que les vieux clivages qui divisaient autrefois le mouvement libertaire (les *individualistes*, les *communistes libertaire* et les *anarcho-syndicalistes*) perdent chaque jour un peu plus de leur pertinence au profit d'une redéfinition de l'anarchisme (*l'anarchisme social*) plus **englobante**.

Parce que la plupart des militant(e)s libertaires ont aujourd'hui l'adhésion (à telle ou telle organisation) de hasard et non sectaire.

Parce que les différents groupes, organisations, structures, institutions... libertaires qui se sont construits en faisant le choix de l'une ou l'autre de ces vieilles tendances de l'anarchisme n'ont pas réussi à *décoller* significativement (même la *CNT-Vignolles* reste évasive sur le nombre de ses *véritables* militants) et ont tous échoué dans leur projet d'hégémonie sur le mouvement libertaire.

Parce que la situation générale (le capitalisme bestial qui règne en maître sur la planète entière, le socialisme autoritaire rayé de la carte de l'alternative, la gestion réformisme rose-rouge-verte) libère un espace formidable pour l'éclosion du rêve libertaire.

Parce que la majorité des libertaires a conscience d'appartenir à un mouvement libertaire global qui, pour être multiple, est avant tout **un...**

Dans ces conditions, qui sont celles d'une distorsion flagrante entre un mouvement et sa **représentation**, il semble qu'il n'y ait guère d'autre choix que celui de dissoudre le peuple ou... de licencier ses représentants.

Et puisque le seul véritable obstacle à l'unification du mouvement libertaire est constitué par l'existence d'appareils et d'institutions qui regardent l'avenir dans le rétroviseur de l'histoire, la tentation est grande d'y aller à la hache.

Mais, de même que les bombes anarchistes du début du siècle ne sont pas parvenues à entamer le cuir du capitalisme et de l'État, une stratégie de cet ordre, parce qu'elle s'attaquerait aux **effets** et non aux **causes**, est condamnée à aboutir au même résultat.

Se reposer ou être libre

Les groupes, les organisations, les structures et les institutions libertaires actuels, on ne le dira jamais assez, ne sont pas là et n'existent pas par hasard. Au cœur de leur être profond il y a un projet (qui leur est commun) auquel, toutes celles et tous ceux qui les rejoignent, adhèrent peu ou prou.

Et ce projet quel est-il ?

Il date du XIX^{ème} siècle. Il repose sur une vision et une analyse de la société de cette époque. Il propose des moyens et des méthodes d'action de cette époque... pour transformer la société d'aujourd'hui.

Aussi, si on se contente de mettre à bas les différents édifices actuels de la représentation libertaire et, que tout en mettant en œuvre un processus d'unification autour d'un *anarchisme social* (englobant le meilleur des identités historiques d'antan), on s'abstient de toucher à la clef de voûte de l'être profond commun à ces vieilleries, on passe à côté de l'essentiel.

Uni ou pas, le mouvement libertaire demeurera *non crédible* et n'aura que ses chimères d'une époque révolue pour seul horizon.

Il faut voir les choses en face (et ça ne signifie nullement de se résigner à n'avoir en face de soi que des choses).

Combien sont les anarchistes (toutes tendances confondues) aujourd'hui ? Combien pourraient-ils être (à l'évidence, davantage) demain ? Peuvent-ils

être à même (et est-ce souhaitable ?) de rassembler 50, 60, 70, 80, 90 pourcents ou plus de la population ?

Une société libertaire doit-elle être une société *politiquement pure* au niveau anar ou bien une société pluraliste et de *métissage* fonctionnant sur un *mode* libertaire ?

Si nous n'avons pas la possibilité d'être numériquement majoritaires et que nous estimons qu'une société libertaire a la capacité de fonctionner (par adhésion à un certain nombre de principes fondant une société libertaire) avec des *non-libertaires*, comment associer à notre combat contre l'intolérable du présent et à un projet de société libertaire, ces autres, *non-libertaires* ?

Quelles sont les barrières et les poteaux d'angle délimitant le champ d'une alliance entre libertaires et *non-libertaires* dans un combat contre le vieux monde induisant un projet social ouvert à l'hypothèse libertaire ?

Une révolution peut-elle, encore, se contenter de mythifier le romantisme incontournable des barricades et des mouvements de foule ? Mérite-t-elle que l'on s'entre-tue pour elle à tous les coins de rues ? Le capitalisme se résume-t-il à quelques patrons, bourgeois, flics, militaires... et la révolution sociale à leur "élimination" ?

Casser un système social sans être capable de mettre *immédiatement* en place une alternative politique, économique, sociale, culturelle... crédible, ne relève-t-il pas de l'irresponsabilité et ne conduit-il pas mathématiquement à l'émergence d'une dictature ? Où sont aujourd'hui ne seraient-ce que les prémisses des grandes lignes et des petits détails de cette alternative ? La révolte contre l'intolérable du système social actuel n'aurait-elle pas tout à gagner à confronter son rêve à la réalité dans des *zones libérées* ?

Pourquoi les politiques (libertaires compris) restent-ils toujours évasifs quand il leur faut expliquer par quoi on va remplacer ce que l'on veut détruire ? Pourquoi sont-ils toujours aussi peu présents sur les terrains de l'*alternative sociale* concrète ? De quoi la vie sera-t-elle faite dans le quotidien d'une société libertaire ?

Qu'est-ce que les damnés de la terre du moment, mais aussi tous ceux qui finalement, sans pour autant être des *enfoirés*, ne s'en sortent pas si mal que ça aujourd'hui, ont à gagner à faire le choix d'une telle société ?

Toutes ces questions et surtout les réponses que nous serons capables d'y apporter, sont au cœur de la démarche de l'unification du mouvement libertaire.

Car, l'unité pourquoi et pour quoi faire ?

S'il s'agit simplement de mettre un coup de chiffon sur la poussière du temps qui passe en continuant à faire semblant de croire que deux manifs et trois brochures vont suffire à convaincre *les masses* du bien-fondé de notre idéal ; que la révolution sociale est une chasse gardée ; que la magie d'une insurrection populaire résoudra tous les problèmes ; qu'une bonne guerre civile avec des ruisseaux de sang est le prix à payer (par les autres) pour changer le monde ; qu'on peut construire la maison de nos rêves sans plan et qu'une société anarchiste sera un paradis peuplé d'anges libertaires évoluant sur d'étranges nuages à cent lieues de toute contradiction et de tout conflit... c'est rigoureusement sans intérêt et, surtout, sans perspectives.

Car, sur ces bases, il est clair que la population - et elle aura raison - nous considérera toujours, au mieux comme de doux rêveurs adolescents, et au pire comme une bande de caractériels mythomanes.

S'il s'agit par contre, d'admettre l'évidence de notre faiblesse numérique actuelle (et sans doute encore pour longtemps), de vouloir bâtir une société libertaire ouverte, pluraliste et non figée, de chercher à associer le plus grand nombre à sa construction, de s'atteler à élaborer les plans de la bâtisse, et de s'interdire de recourir à certaines méthodes de travail... il en va tout autrement.

Car une fois mise en route l'unité d'un mouvement libertaire (recentré sur ses valeurs et ses principes de toujours et habité d'une volonté d'être parmi les acteurs de l'histoire), il devient alors vital, pour pouvoir enfin peser sur le réel global, de définir des **alliances** qui seront toujours de débats et de confrontations.

Et c'est la conscience affirmée par tou(te)s les libertaires de bonne volonté du caractère vital de cette unité, pour la réussite d'une telle stratégie, qui videra peu à peu de leur substance les organisations libertaires actuelles et qui imposera l'émergence, lente (à côté de mesures condamnées à subir chaque jour un peu plus les outrages du temps), de la maison du peuple libertaire que nous sommes si nombreux-ses à appeler de nos vœux. Une *maison commune* dont les portes seront ouvertes à tous les cœurs purs (politiques, syndicaux, sociaux, culturels et autres) du rêve libertaire.

On l'aura donc compris, le présent appel à l'unité des libertaires et à la constitution d'un mouvement libertaire ne caresse pas le mythe dans le sens du poil.

C'est un appel à l'effort, au doute et au courage.

Il est tatoué au fer rouge du clair-obscur d'un travail de longue haleine. Il s'adresse à tous ceux et à toutes celles qui savent que l'impossible, quand il ose l'aventure de la volonté, est à portée du désir.

Il est un proverbe de Thucydide qui dit que *la vie sera toujours un choix entre le repos et la liberté*. Nous n'osons croire que nous puissions seulement hésiter !!

L'unité : *sur quelles bases ?*

C'est une évidence qui vaut aussi pour les libertaires, pour s'unir il faut qu'il y ait à la fois *matière à s'unir* et *désir de s'unir*.

Jadis, c'est-à-dire hier encore, la galaxie libertaire était traversée et divisée par des clivages *idéologiques* et *anti-idéologiques* forts.

Parmi les tenants de l'idéologique, on trouvait trois grandes familles : les *individualistes*, les *anarcho-syndicalistes* et les *communistes libertaires*. Ces derniers se sous-divisant en deux autres familles : les *synthétistes*, chantres d'une unité toute de juxtaposition d'identités particulières (la *Fédération Anarchiste* faisant office de porte-drapeaux dans cette voie) et les hérauts de la cohérence et de l'unité idéologique : l'*Union Anarchiste*, l'*Organisation Communiste Libertaire*, l'*UTCL* d'abord, *Alternative Libertaire France* ensuite, l'*OSL* en Suisse et du côté de l'anarcho-syndicalisme, la *CNT* d'avant, celles d'aujourd'hui dites *des Vignolles* et *de Bordeaux*, la *CAT* en Belgique, les *AmiEs de l'AIT* en Suisse...

Parmi les adeptes de l'anti-idéologie autonome, spontanéiste et apparentée, on trouvait et on trouve les anarcho-culturels de l'*Atelier de Création Libertaire*, les anarcho-post-soixante-huitards de la librairie *La Gryphe*, de l'ex revue *IRL* à Lyon et du journal *Alternative Libertaire* en

Belgique [bien avant que n'existe *AL-France*], les *CIRA (Centres d'Information et de Recherche sur l'Anarchisme* de Marseille et Lausanne), l'école libertaire *Bonaventure*, le *Centre Ascaso Durruti* de Montpellier, le *Réseau No Pasaran*, la revue *Reflex*, les *SCALP's* de partout, le *Réseau Maloka* à Dijon, les *Voix sans maîtres*, la *Caravane anti-capitaliste*, le *Centre Libertaire* à Bruxelles, les non-violents *L'Union Pacifiste...*, les écolos-libertaires d'*Écologie Sociale*, les collectivités agricoles (*Longo Mai*, *Los Arenalejos...*), les squats en tous genres (*Les Tanneries* à Dijon en étant le fleuron), les *Collectifs Contre les Expulsions*, *Sans tickets*, *Sans Nom* à Bruxelles, les anarcho-punks des *Binamé's*, *On a faim...* sans compter cent mille et un regroupements ponctuels sur au moins autant de sujets dignes d'intérêt (qu'ils nous pardonnent de ne pas les avoir cités ici).

Tous ces clivages, qui aujourd'hui persistent encore, s'estompent chaque jour davantage. Ils s'atténuent parce qu'ils ont tous échoué à faire rayonner leur vision de l'anarchisme sur la scène politique et sociale globale, et parce qu'ils ne sont pas parvenus à faire triompher leur approche particulière de l'anarchisme au sein même du mouvement libertaire. Ils s'estompent parce que, la nature ayant horreur du vide, ici et là, c'est-à-dire chez les uns et chez les autres, les mili-tant/e/s, à la base et sur le terrain, construisent l'anarchisme de demain.

Cet anarchisme du XXI^{ème} siècle qui commence à se qualifier de *social* n'en est encore qu'à l'état d'ébauche et navigue à vue en piochant sans vergogne dans le meilleur des valeurs et des principes des uns et des autres.

Pour l'heure, il manque encore sérieusement de consistance, mais, parce qu'il émerge ici et là, chez les uns comme chez les autres, parce qu'il est profondément *majoritaire*, *unitaire* et *non sectaire*, et parce qu'il place la *refondation* et la *renovation idéologique* au service d'une *volonté d'agir*, il trace une nouvelle frontière dans le mouvement libertaire. Et, se faisant, il fonde un nouveau clivage qui, parce qu'il transcende tous les clivages d'antan, porte en lui l'unité de l'essentiel du mouvement libertaire de demain.

Il était une fois...

Les clivages qui ont traversé et qui traversent encore le mouvement libertaire ne sont en rien dus au hasard. Ils correspondent à des moments historiques précis et expriment avant tout la volonté des anars d'une époque de coller à *l'air du temps*.

C'est ainsi que l'*individualisme anarchiste* (il ne s'est qualifié comme tel qu'à son déclin) est né à la fin du siècle dernier et s'est épanoui au début

de celui-ci. Il est alors complètement en phase avec un mouvement ouvrier qui ne commence qu'à se construire et qui est, de ce fait, sérieusement convoité par les politiciens réformistes de l'époque. Il est à son image, désordonné, cyclothymique, tout de coups de gueule, de grèves sauvages, de sabotages, d'actions d'éclat, d'exemplarité, de bombes, d'attentats, de révoltes suivies d'abattements, de régressions, d'inaction, de désorganisation, de désintégration... Jusqu'à ce que, de nouveau... Il est le fait de petits noyaux activistes qui prétendent à l'essentiel alors qu'ils ne font que parer au plus pressé. Il est sans perspective autre que celle de se fondre dans le mouvement d'auto-organisation du prolétariat qui s'amorce. Face au syndicalisme naissant, il rêve de s'y fondre et de s'y sublimer, ou de s'en éloigner en se condamnant alors à perdre son âme et à vieillir, toujours plus seul, rabâcheur et nombriliste, voyageur désormais sans bagage d'un ultra-radicalisme *borderline* empoisonné de toutes les perversions et de toutes les ambiguïtés.

Il mettra plusieurs décennies à crever, et comme tous les moribonds, ne manquera pas d'avoir le coup de griffe vachard à l'encontre de ses frères de révolte qui, eux, auront choisi de s'atteler à construire un autre présent moins flamboyant, mais largement plus porteur d'un autre futur... social et politique.

Au moment même où l'individualisme anarchiste choisissait de se la jouer *en dehors* et de s'y complaire, la plupart des libertaires ont, eux, décidé de se retrousser les manches et de s'immerger dans le mouvement ouvrier et ses balbutiements organisationnels.

Le *syndicalisme révolutionnaire*, cette espèce d'auberge espagnole pour révolutionnaires en tous genres, et ensuite, l'*anarcho-syndicalisme* et son refus de servir de masse de manœuvre aux avant-gardes marxistes et réformistes, furent alors leur terre d'élection. Ils y furent brillants, dévoués (trop), infatigables, exemplaires... Ce furent eux qui construisirent les *Bourses du travail*, la première *CGT*. Et, s'il n'y avait eu la première guerre mondiale (et la défaite mortelle de l'internationalisme prolétarien) et le coup d'État bolchevik d'octobre 17 qui remit le politique aux premiers rangs de la scène, qui sait jusqu'où ils auraient pu aller ?

Dans la tourmente qui s'ensuivit, la plupart d'entre eux se replièrent sur des positions plus syndicalistes que révolutionnaires. Certains d'entre eux se rallièrent aux vainqueurs bolcheviks. Et seule une minorité poursuivit son chemin entre l'enclume syndicale réformiste et le marteau marxiste-léniniste.

L'illusion perdurera jusqu'au chant du cygne de l'anarcho-syndicalisme espagnol à la fin des années 30.

Ensuite, ce sera une lente mais irrémédiable descente aux enfers.

Entre un monde divisé en deux, avec d'un côté le *fascisme rouge* qui régnait en maître dans son espace étatique tout en monopolisant la représentation ouvrière dans le camp capitaliste et la bourgeoisie qui ne se privait pas d'agiter l'épouvantail du rouge au couteau libéricide entre les dents (*Si t'es pas content, va voir à Moscou !*), l'espace du changement radical de société était de plus en plus réduit.

L'essentiel, alors, était de survivre, et c'est ce que nos camarades firent en jouant les mouches du coche à la *CGT*, à *FO* et ailleurs.

Quand le coup de tonnerre de Mai 68 surgit, sans crier gare, dans le ciel sans nuages d'une bipolarisation du monde qui semblait figée à jamais, ils s'imaginèrent un instant que... Quand le mur de Berlin tombe en 1989, par implosion en vol du bloc "socialiste", ils crurent même que... ! Mais, les temps avaient changé !

L'exploitation capitaliste, pour être toujours aussi (et même davantage) féroce, n'étendait plus son ombre sur la même classe ouvrière.

En Occident, à l'industrialisation fordiste d'antan et à ses grandes masses ouvrières misérables, avait succédé une nouvelle division internationale du travail induisant la délocalisation des productions à fort taux de main d'œuvre et le redéploiement, au rythme de l'atomisation, de la précarisation et du chômage, de l'essentiel productif désormais orienté, toutes voiles dehors, vers le tertiaire et les nouvelles technologies. Une part significative des *damnés de la terre* d'hier basculait, lentement mais sûrement, dans le bloc central des classes moyennes...

La *servitude volontaire* d'aujourd'hui remplace l'asservissement brutal des débuts du capitalisme. Les misérables d'hier, qui n'avaient que leurs chaînes à perdre, y regardent à deux fois avant de mettre, dans le jeu révolutionnaire, leur télé, leur bagnole, leur ordinateur et leurs "avantages acquis"...

À cela, nos *anars syndicalistes révolutionnaires* et *anarcho-syndicalistes* ont eu du mal à s'adapter car ils n'ont toujours pas intégré les nouvelles données de ce capitalisme mondialisé.

Et à s'accrocher à une vision du monde qui n'est plus, et à s'imaginer que les vérités d'hier méritent qu'on leur rende justice aujourd'hui, et à rabâcher des modes d'organisation du prolétariat... les anarchos du syndicalisme, comme hier leurs cousins de l'individualisme, n'ont plus que

la nostalgie pour ligne d'horizon et sont condamnés, soit à s'adapter, soit à se la jouer rebelle dans le corbillard du temps qui passe.

Dans le même temps, ou plus exactement un peu après l'apparition des anars syndicalos, les *communistes libertaires* émergèrent.

De l'*individualisme anarchiste* et de ses simagrées libérales-libertaires (avant l'heure), ils avaient une haine farouche.

Du *syndicalisme révolutionnaire* ou de l'*anarcho-syndicalisme*, ils se méfiaient profondément, anticipant les dérives à venir : corporatisme, service social, réformisme, apolitisme (de droite), ou courroie de transmission de l'avant-garde éclairée...

Pour la plupart, ils revenaient de Russie et d'Ukraine et, ils avaient à juste raison, conscience d'être passés tout près de la réalisation de leurs aspirations. Il s'en était, en effet, fallu d'un cheveu pour qu'ils chevauchent, en vainqueurs, le fier destrier de la révolution sociale. Lors de la prise du Palais d'hiver en février 17, n'étaient-ils pas aux premières loges pour la mise bas du tsarisme ? En Ukraine avec la *Maknovtchina*, à Kronstadt en 1921, et partout où déferlait cette fameuse *troisième révolution libertaire*, n'étaient-ils pas en première ligne ?

Mais, ils furent vaincus par les bolcheviks. Et ils furent vaincus parce que, contrairement à eux, les bolcheviks étaient supérieurement organisés et efficaces.

De cette évidence, ils firent une **obsession** qu'ils conjuguerent à tous les temps de la théorie et de la pratique.

Si les bolcheviks l'avaient emporté, ce ne pouvait être que parce qu'ils disposaient d'une méthode d'analyse *scientifique* permettant de lire dans le marc de café social. Et, donc, pourquoi ne pas s'accaparer ce fameux matérialisme dialectique et historique en mettant, bien sûr (apparence oblige), quelques jolis rideaux libertaires aux fenêtres... histoire d'en masquer les barreaux ?

Dans le même ordre d'idée, puisque la discipline hiérarchique, l'esprit militaire et le patriotisme organisationnel avaient rendu invincibles les moines-soldats du marxisme-léninisme, pourquoi ne pas *s'inspirer* de ces "valeurs" qui avaient subi *avec succès* l'épreuve du feu révolutionnaire ? Pourquoi ne pas s'essayer à repeindre le mouvement libertaire aux couleurs martiales de l'unité idéologique, tactique et organisationnelle ?

Bref, comme presque toujours, les vaincus s'efforcèrent de copier les vainqueurs, en oubliant qu'à ce petit jeu-là, l'original reste toujours plus attirant que la copie, fût-elle de meilleure facture !

L'issue ne faisait, donc, pas l'ombre d'un doute pour ce *communisme libertaire* là !

Pour s'être laissé aller à jeter le bébé individualiste et anarcho-syndicaliste avec l'eau du bain d'une approche de masse de la question sociale, il y perdit son âme libertaire. Et, bien qu'ayant revêtu l'armure de l'unité idéologique et tactique, brandi l'épée de lumière de la *Plate-forme d'Archinoff* et s'être élancé au combat en brillant les psaumes du matérialisme dialectique, cela fit un formidable... flop.

Comme on le voit, les clivages *individualistes*, *anarcho-syndicalistes* et *communistes libertaires* qui ont cristallisé et cristallisent encore actuellement le mouvement libertaire (et ses représentations organisationnelles) sont apparus à des moments déterminés de son histoire. Ils sont marqués à la culotte par des circonstances historiques données. Ils sont tatoués au fer rouge d'une volonté farouche que d'inscrire à tout prix l'anarchisme dans leur époque.

L'*individualisme anarchiste* correspond à un moment où le mouvement ouvrier et le mouvement libertaire prennent conscience de la nécessité de l'organisation. Il ne fait qu'entériner une situation et ne réussit pas à s'en extraire.

Le *syndicalisme révolutionnaire* (cette main tendue à des généraux sans troupes d'une galaxie marxiste en recherche d'hégémonie) et l'*anarcho-syndicalisme* (cette main tendue à des généraux sans troupes d'une galaxie anar en recherche d'hégémonie) correspondent à une époque où le mouvement ouvrier et le mouvement libertaire sont dans un processus d'organisation. Ils ne font, là encore, qu'entériner une situation et les rapports de force du moment. Et cela a failli marcher en Espagne. Et la défaite des libertaires espagnols, en nous évitant de nous mettre face à nos responsabilités quant à la gestion alternative d'une société *tout entière*, constitue sans doute, pour nous, un formidable cadeau de l'histoire, tant il est vrai que l'esquisse d'un rêve laisse encore à ce dernier toutes ses chances de pouvoir, un jour, s'épanouir.

Le *communisme libertaire*, cette méfiance justifiée à l'encontre d'un individualisme égoïste et d'un syndicalisme fait de compromis(sions), correspond à une époque où le marxisme-léninisme s'imposait sur la scène des mouvements ouvrier, syndical et social. Là encore, *si...* les marins de Kronstadt avaient mené à son terme la *troisième révolution* dont ils étaient

les porte-drapeaux, et *si...* l'armée des partisans libertaires ukrainiens s'était emparé de Moscou... *peut-être* que l'espoir dont nous sommes encore aujourd'hui porteurs aurait pris du plomb dans l'aile après s'être frotté la couenne à la gestion de la moitié du monde ?

Tous ces clivages sont marqués du sceau de l'**histoire**.

Ils sont les signes de moments particuliers où l'anarchisme a cherché, et parfois réussi, à s'inscrire dans le réel de son époque, sur un mode hégémonique et idéologique.

Aussi, la nature ayant horreur du vide et le sablier du temps s'écoulant, il était évident que, dans la foulée d'un printemps trop bref, d'autres clivages, marqués par l'air d'un autre temps, voient le jour.

Dans la foulée de Mai 68, la nouvelle *jeunesse de la révolte* libertaire (qui entendait se démarquer de l'éternelle *révolte de la jeunesse*) fit donc feu de tout bois, direction toute la conquête d'un nouvel Éden libertaire tout de pratiques personnelles, d'expérimentation, de quotidienneté et d'anti-idéologie dogmatique.

La vague communautaire, écolo-bricolo, anti-militariste, anti-autoritaire, lieux de vie, anti-psychiatrie, féministe, homos, rapports humains, mouvement des prisonniers, non-violence, anti-nucléaire, écoles parallèles, radios libres, *IRL, Alternative Libertaire Belgique, La Gryphe, ACL, Basta, Imprimerie 34, CIRA, Longo Mai, Larzac...* s'élança à l'assaut du Vieux Monde en se la jouant anti-organisationnelle, *plus autonome que moi tu meurs !*

On connaît le résultat de cette tentative courageuse de reconstruire le monde sans plan d'ensemble, sans architecte et sans organisation de chantier coordonnant l'intervention des différents corps de métiers.

On part pour *changer la vie* et, au bout du compte, on ne fait que *changer sa vie !*

Chronique d'une mort annoncée

À cette charnière de siècles, le mouvement libertaire francophone européen (au sens large et apparenté), sans péter pour autant la super forme, n'a cependant pas l'air en mauvaise santé.

Des hebdomadaires (*Le Monde Libertaire, Le Père Lapurge, Aujourd'hui en Suisse...*) ; des mensuels (*Alternative Libertaire Belgique, No Pasaran, Courant Alternatif, Alternative Libertaire France, Le Combat Syndicaliste*

des Vignolles, *Le Libertaire*, *Écologie sociale*, *À Contre Courant...*) ; des bimestriels (*Le Combat Syndicaliste* de Toulouse, *Cette Semaine*, *Le RIRE* antimilitariste, *Les amis de l'AIT* en Suisse...) ; des revues paraissant régulièrement (*Les Temps Maudits*, *Réfractions*, *Réflex*, *Arguments pour une Écologie sociale*, *La Gryphe...*) ou de manière épisodique ; des dizaines de feuilles de groupes autonomes (*On a Faim*, *Maloka* à Dijon, *Basta* et *Le Coquelicot* à Toulouse, *Aredje* à Bruxelles...) ; des centaines de sites sur le woueb ; des agences de presse sur internet (*A-Infos*, *RAL...*) ; des labels discographiques (*On a Faim*, les *Binamé's...*), des radios (*Radio Libertaire*, *Radio Zinzine...*) ; des émissions sur des radios associatives (*Le Monde comme il va* sur *Alter'Nantes...*) ; une bonne douzaine de librairies et de bibliothèques (*Publico* à Paris, *La Gryphe* et *La Plume Noire* à Lyon, *L'Autodidacte* à Besançon, *La Mauvaise Réputation* à Montpellier, *L'Insurgée* à Rouen, *Le Centre Libertaire* à Bruxelles...) ; des dizaines de livres et de brochures publiés chaque année aux Éditions du *Monde Libertaire*, *Alternative Libertaire* (Belgique et France), *Acratie*, *ACL*, *L'Insomniaque*, *ÉDAM* et ailleurs... quelques K7 vidéos par an aux éditions du *Monde Libertaire* ; des centaines de réunions publiques et de débats chaque année (voir l'agenda hebdomadaire du *ML*) ; des kilomètres d'affiches, d'autocollants, de tracts... collés et distribués chaque année ; des dizaines de locaux de toutes sortes ; des squats autogérés (*Les Tanneries...*) ; des groupes autonomes ou centrés sur des projets particuliers en veux-tu en voilà (les *SCALP...*), deux *CIRA* tip top ; un centre *Ascaso Durruti* à Montpellier qui est en passe d'acquérir un local ; l'école libertaire *Bonaventure* fondée en 1993 ; les petits derniers des *Solidarios* qui éditent chaque année un livre au profit d'une œuvre libertaire d'ici ou d'ailleurs ; des manifs à plusieurs centaines et même à plusieurs milliers (5.000 dans le cortège de la *CNT-Vignolles* le 1^{er} mai 2000 à Paris...) ; des drapeaux noirs et/ou noir et rouge qu'il devient impossible de ne plus les voir ; plusieurs milliers de militant/e/s estampillé/e/s dans les organisations ou actif/ve/s dans la mouvance libertaire ou apparentée...

Ça pourrait assurément aller plus mal !

Reste que tout cela, ça ne fait pas, malgré tout, épais. Que ça fait d'autant moins épais, que c'est **divisé** en une multitude de *chapelles* accrochées à leurs clochers respectifs et en une demi-douzaine d'épiceries qui coexistent plus ou moins pacifiquement. Et que, pour appeler un chat un chat, ça manque sérieusement de **crédibilité**.

En soi, notre petit nombre n'est, bien évidemment pas un obstacle majeur (même s'il est flagrant que ça ne serait pas plus mal si nous étions davantage), car il n'est pas nécessaire d'être des centaines de mille (ou plus encore) pour populariser un idéal ou peser sur les événements.

Mais quand le petit nombre se conjugue à la *division* et à la *non crédibilité*, c'est carrément catastrophique.

Or, **nous sommes divisés**. Entre tenants de *l'individualisme* (il en reste encore quelques-uns), de *l'anarcho-syndicalisme* (à la mode *CNT-Vignolles*, *CNT-Toulouse*, *CNT-Tour d'Auvergne*, *Alliance Syndicaliste*, mouches du coche de la *CGT*, de *FO*, de *SUD*, de la *CFDT*...), du *communisme libertaire* (*OCL*, *AL-France*, une partie de la *FA*...), de *l'autonomie* débridée, de *l'anti-idéologie* féroce, de *l'anti- ceci* et du *pro-cela*...

Entre les partisans d'une unité du mouvement libertaire sur un mode hégémonique et de juxtapositions de particularismes et ceux d'une unité idéologique et tactique tout aussi hégémonique. Entre adeptes de l'organisation spécifique et chantres du mouvementisme et/ou de l'autonomie. Entre ceux qui rêvent de changer le monde et ceux qui se contenteraient bien d'être les gardiens du temple et de la bonne parole. Entre ceux qui militent pour être des milliers et ceux qui aiment à se retrouver entre "élus" d'une élite. Entre ceux qui estiment que le mouvement libertaire doit se contenter d'être un mouvement d'opinion, un club de discussions, et ceux qui veulent l'inscrire dans le mouvement social. Entre ceux qui rêvent d'un mouvement social libertaire et ceux qui s'inscrivent résolument dans une stratégie d'alliances d'appareils avec la gauche de la gauche, voire avec la gauche tout court...

Pire, nos divisions sont des divisions de concurrence ou de *guerre de religion* (la chasse à *l'hérétique* prime la chasse à *l'infidèle*). Et au mieux (au moins pire), elles sont de mépris et d'ignorance de l'autre.

De ce fait, pour quiconque a l'occasion de nous rencontrer ou même de s'intéresser à notre idéal, nous sommes souvent largement *désespérants*.

Qu'est-ce que c'est, en effet, que ces anars qui ne sont qu'une poignée, qui veulent refaire le monde (et de A à Z, qui plus est), et qui sont incapables de s'unir contre l'ennemi commun, de faire quoi que ce soit ensemble et qui refusent même le débat entre eux ?

Qu'est-ce que c'est que ces trois pelés et quatre tondus qui parlent et agissent comme s'ils étaient des millions et comme si l'avenir du monde dépendait de la place des virgules de leur prochain tract ?

Qu'est-ce que c'est que cette *Fédération Anarchiste* (par trop *Francophone* aux yeux de certains franchouillards) qui s'avère incapable de décider quoi que ce soit d'une manière collective, qui fonctionne (qui ne fonctionne pas) au surréalisme de cette billevesée qu'est l'unanimité (comme si la vie,

l'intelligence et l'efficacité pouvaient être unanimes !) et qui tolère qu'une minorité (voire un simple quidam) empêche le plus grand nombre de s'exprimer en tant que tel ?

Qu'est-ce que c'est que cette *OCL* qui existe, sans exister, tout en ne réussissant pas à vouloir exister, et qui soutient, sans soutenir, mais tout en soutenant quand même, des nationalistes à front bas (basques ou bretons) qui, au nom d'une lutte armée d'un autre âge et de circonstances révolues, font dans l'assassinat interclassiste à la petite semaine terroriste ?

Qu'est-ce que c'est que cette *Alternative Libertaire* France qui s'la joue porteur de valises chez les léninistes (de gauche parce qu'ayant échoué de la *Ligue Communiste Révolutionnaire* et qui, dans ses versions antérieures (mais non reniées de la triste époque de la *FCL* et de l'*UTCL*) n'a cessé de tutoyer le pire du marxisme (qui aujourd'hui, même chez les derniers ânes du marxisme, ose encore se réclamer du matérialisme historique ?) et le pitoyable (en présentant une pauvre petite dizaine de candidats dits *ouvriers* aux élections législatives) ?

Qu'est-ce que c'est que cette *Union des Anarchistes* qui glose sur tout, qui critique tout et qui se contente de rabâcher le XVIII^{ème} siècle et ses lumières humanistes bêlantes ?

Qu'est-ce que c'est que ces anarcho-syndicalistes qui vivent à la colle avec les rouges de la *CGT*, les jaunes de *FO*, les gauchos de *SUD* et les curaçonnais (pas toujours défroqués) de la *CFDT* ?

Qu'est-ce que c'est que ces autres syndicalo-anarchos *CNT-Vignolles* qui ne syndiquent (pour l'essentiel) que des non travailleurs, qui sont prêts à presque tout (notamment à se réclamer du *droit au travail* lors des manifs contre le Sommet de Nice en décembre 2000) pour en syndiquer des vrais, et qui s'imaginent que le romantisme révolutionnaire a quelque chose à gagner avec un *SO (Service d'Ordre, si, si...)* musclé, crâne ras et mauvaises manières machistes du genre *c'est moi qui ai les plus grosses* ?

Qu'est-ce que c'est que ces *CNT's* psycho-rigides qui se rejouent sans cesse juillet 36 en mimant ce qu'il y avait de plus dogmatique dans le mouvement anarcho-syndicaliste de cette époque ?

Qu'est-ce que c'est que ces anti-fascistes soit disant radicaux qui ne s'interrogent qu'à peine sur le bien fondé des frappes de l'OTAN et de l'intervention terrestre au Kosovo et qui n'ont que la mâltitude activiste et prétendument rebelle pour seul horizon ?

Qu'est-ce que c'est que ces anti-capitalistes, tout aussi radicaux, qui revendiquent l'allocation universelle généralisée, distribuée par l'État et pompée dans les bénéfices des secteurs les plus rentables du... capitalisme ?

Qu'est-ce que c'est que ces ploums-ploums de l'autonomie libertaro-culturelle qui se font manger tout crus par le premier fada de l'anti-spécisme qui passe ?

Qu'est-ce que c'est que ces cohortes de révoltés en tous genres qui n'ont que la Kro comme seul étendard ?

Qu'est-ce que c'est que tous ces zozos là ?

Sont-ce les représentants de l'anarchisme ? Sans aucun doute ! En sont-ils les derniers représentants ? Cela n'est pas certain !

De l'anarchisme social

Depuis une bonne dizaine d'années, le mouvement libertaire patauge.

Il patauge dans des clivages idéologiques en décalage complet avec la réalité de cette fin de siècle et dans une division sans vainqueurs ni vaincus entre les représentants de ces différents clivages.

Oh, certes, la montée "en puissance" de la *CNT-Vignolles* et la réussite, largement médiatisée, de sa semaine *Pour un autre futur* (1^{er} mai 2000), peuvent laisser croire qu'une certaine approche de l'anarcho-syndicalisme est aujourd'hui à même de ratisser large dans le mouvement libertaire, de s'y positionner en leader et de s'installer confortablement dans le paysage pourtant passablement encombré (*AC, ATTAC, SUD, la Confédération Paysanne...*) des minorités agissantes. Les généraux sans troupes de toujours de la galaxie libertaire et de l'ultra-gauche, qui, comme des coucous, se sont empressés de venir y pondre leurs œufs, semblent y croire dur comme fer.

Mais, il y a une série de *mais* qui incitent à penser qu'une hirondelle ne fait pas obligatoirement le printemps.

Le *phénomène* Vignolles est, en effet, exclusivement parisien. Il est marqué par un activisme (étudiant ?) dont la baudruche a déjà commencé à se dégonfler. Il semble avoir beaucoup de mal à se doter d'outils à la hauteur de ses ambitions (un mensuel maigrelet, une revue semestrielle à la lisibilité ardue, quelques brochures... on a du mal à croire qu'une organisation qui revendique plusieurs milliers d'encartés ne puisse pas faire

mieux). Il pédale largement à coté du vélo de son projet initial (un syndicat qui ne syndique presque exclusivement que des non-travailleurs, et ce, sur des bases essentiellement idéologiques, ça s'appelle une *organisation spécifique*). Il commence à être miné par le combat des chefs. Et son arrogance commence sérieusement à irriter un mouvement anarchiste qui lui fournit, par ailleurs, l'essentiel de ses troupes.

Bref, avec le temps, il risque d'y avoir de plus en plus loin, de la coupe aux lèvres.

Mais on en n'est pas encore là, et en attendant, la *CNT-Vignolles* (et c'est son mérite principal) continue de surfer sur le ras le bol d'un mouvement libertaire en mal d'unité et d'action.

L'*anarchisme social*, qui, à la base et sur le terrain, émerge dans l'ensemble du mouvement libertaire, plonge, lui aussi, ses racines dans ce ras le bol. Mais, contrairement à la *CNT-Vignolles*, il ne se réclame d'aucun des vieux clivages d'antan de l'anarchisme. Mieux, c'est en opposition à chacun de ces clivages qui portent en eux la division du mouvement libertaire et son déphasage par rapport à la réalité, qu'il se construit.

Les anarchistes de cette fin de siècle savent, en effet, qu'il ne sert à rien de courir après des chimères d'une autre époque et ils ont conscience de la **nécessité** et surtout de la **possibilité** de construire un anarchisme adapté à son temps. **Recentré** sur ses grands principes de toujours. **Uni** autour de l'addition du meilleur des différents héritages historiques (*individualisme, communisme libertaire et anarcho-syndicalisme* ne sont pas sans aspects positifs). Et animé d'une volonté farouche de s'inscrire dans le **réel social**, qu'il soit de *lutttes protestataires* ou d'*alternatives sociales*.

Les grands principes de l'anarchisme sont clairs. ! Une critique radicale de l'**exploitation** capitaliste et des **aliénations** qu'elle induit (surconsommation, individualisme forcené, marchandisation de tous les aspects de la vie... fondant une logique de *servitude volontaire*). ! Une critique tout aussi radicale de la **domination** et de l'État, non seulement en tant qu'il est le *bras armé* des classes dominantes mais également comme classe en tant que telle, comme *nomenklatura*, tout à la fois cause et effet de la **division sociale**. ! Un combat permanent et non hiérarchisé contre toutes les formes d'oppression de l'être humain par l'être humain (qu'elle soit sexuelle, raciste, sociale, culturelle, familiale...). ! Une lutte de tous les instants pour la liberté de chacun et de tous... et la vie qui va avec. ! Pour l'égalité économique et sociale (*L'égalité politique restera un mensonge tant qu'il n'y aura pas d'égalité économique et sociale*, Bakounine). ! La socialisation des moyens de production. ! L'autogestion généralisée. ! Le fédéralisme libertaire. ! La libre association d'Égaux. ! L'abolition des

frontières, des armées, des prisons et des polices. ! La réunification d'un corps social aujourd'hui profondément divisé et fracturé. ! L'entraide. ! L'élaboration d'une nouvelle synthèse entre le collectif et l'individuel. ! Une gestion des ressources de la planète bannissant le pillage. ! Le partage de ces mêmes ressources et la mondialisation de leur gestion...

Ce sont ces grands principes communs à tous les clivages d'antan et à toutes les chapelles du moment qui constituent l'âme du mouvement libertaire, qui sont au cœur de son unité et qui le distinguent clairement des autres courants des mouvement socialiste et ouvrier. Ce sont ces postulats qui font que tous les anars du monde se sont toujours dressés contre tous les pouvoirs (petits et grands). Qu'ils ont toujours combattu toutes les dictatures, toutes les périodes de transition (où on reporte systématiquement à demain ce qu'on pourrait faire le jour même) et tous les misérabilismes caritatifs qui sont le pain quotidien de toutes les gestions associatives réformistes du capitalisme. Ce sont eux qui font que toutes les tribus du mouvement libertaire aiment à faire ripaille en bouffant du curé, de l'imam, du moine bouddhiste, du rabbin, du bourgeois, du patron, du flic, du militaire, du bureaucrate, du technocrate, du politicard...

C'est autour de leur énoncé que l'*anarchisme social* a commencé son travail de digestion et, disons-le, de **synthèse** de ses vieux clivages. Qu'il a entrepris, à la base et dans toutes les tribus, une formulation unitaire d'un anarchisme du futur s'appropriant sans vergogne le meilleur de cet héritage historique.

C'est autour de leur remise en forme qu'il arc-boute sa volonté d'inscrire le rêve libertaire d'un autre futur dans le réel social du présent.

Mais, s'il suffisait d'un retour aux sources des grands principes de toujours. S'il suffisait d'ouvrir les yeux sur les échecs patents des clivages historiques, sur leur prétention d'hégémonie sur le mouvement libertaire et sur leurs tentatives de peser sur l'histoire contemporaine. S'il suffisait de faire preuve de bon sens en s'accaparant le meilleur des uns et des autres, de se lancer dans l'action tous azimuts... pour unifier le mouvement libertaire et l'habiller de crédibilité et d'efficacité, ça se saurait et ce serait depuis longtemps !

Toutes ces conditions, si elles relèvent de l'évidence du *nécessaire* sont, en effet, loin d'être suffisantes pour aboutir à ce résultat.

**Un projet libertaire
pour le XXIème siècle**

Pour accéder à la *crédibilité*, l'*anarchisme social*, non content de devoir se ressourcer, de devoir sortir de l'impasse de ses particularismes poussiéreux, de devoir se reformuler en synthétisant le meilleur de chacun et de devoir passer le bleu de chauffe d'un militantisme social, doit également, et surtout, rompre avec un fatras de croyances et de mythes d'un autre âge tous plus surréalistes les uns que les autres.

En l'an 2000, en effet, il est tout simplement impensable de croire ou de laisser croire que le capitalisme se réduit à 200 familles ou 200 multinationales exploitant férocement une brave classe ouvrière qui, si elle n'était pas guidée par de mauvais bergers politiques et syndicaux, marcherait spontanément (en chantant) sur le chemin (tapissé de roses rouges et noires) menant au communisme libertaire.

Il n'est pas plus pensable de croire ou de laisser croire que par la seule grâce de l'évangélisation, de la distributions massive de tracts, de collages tout aussi massifs d'affiches peu ou prou lisibles, de la publication de quelques livres et brochures, de la tenue d'au moins autant de réunions publiques et de meetings plus ou moins confidentiels, de l'activisme forcené de quelques dizaines voire quelques centaines de groupes et de syndicats, de leur immersion dans quelques jacqueries et quelques mouvements sociaux subitement convertis aux vertus de la radicalité... une révolution, toute de barricades s'érigeant en un soir (le grand), surgira magiquement et rayera d'un trait de plume le capitalisme de la carte de l'histoire.

Il est criminel de croire, ou de laisser croire, que couper quelques têtes (au début) et se baigner dans les fleuves de sang d'une guerre civile "libératrice" annoncée, fera avancer en quoi que ce soit le schmilblick de la rupture avec le capitalisme et celui de l'édification d'une société libertaire.

Il est carrément stupide de croire ou de laisser croire que nous allons refaire le monde en trois jours (mieux que dieu), sans plan, sans expérience, sans avoir jamais manié la truelle et, dans les mêmes conditions, édifier des palais sur des ruines fumantes.

Il faut avoir le courage de le dire : le capitalisme est un système social et sociétaire d'une extrême complexité. Ses victimes, pour innombrables qu'elles soient, ne sont ni unies ni demandeuses d'un changement social radical surtout quand il est frappé du sceau de l'aventurisme révolutionnaire. Une bonne partie de la société (les retraités, les petits paysans, artisans, commerçants..., et un pourcentage non négligeable des classes moyennes) n'est pas obligatoirement du côté du manche et a besoin d'être convaincue du *bien-fondé* et de l'*intérêt* (pour elle-même) d'un chambardement social radical. Zigouiller 200 familles ou 200 conseils

d'administration de 200 multinationales ne fera pas changer le Vieux Monde de bases.

Rêver de barricades et de guerre civile est lamentable. S'imaginer qu'une société libertaire puisse voir le jour dans de telles circonstances, sans qu'une alternative au capitalisme ait pu être longuement discutée, élaborée, profilée, expérimentée dans ses grandes lignes comme dans ses petits détails, testée dans un certain nombre d'alternatives exemplaires et proposée à l'adhésion de la population, est grotesque...

Jadis, tout cela a pu (encore que !) être de circonstance. Mais à l'heure actuelle, il est évident que **personne** ne peut marcher dans un plan aussi absurde que celui là !

Bref, si l'*anarchisme social*, fort de sa refondation et de son unification, veut regarder le siècle à venir dans les yeux, il lui faudra se débarrasser des guenilles de la nostalgie. Et, il devra expliquer comment il entend abattre le capitalisme, en arracher les racines, par quoi il va le remplacer et en quoi le peuple tout entier a intérêt à ce bouleversement social.

En un mot comme en cent, il va devoir définir et populariser une conception de la révolution crédible pour l'homme de la rue.

À première vue, cette nécessité de passer du pleurnichement (qui tient lieu d'argumentaire aux vaincus de toujours) à la force tranquille d'explications, de recherches de consensus et d'alliances (qui est l'apanage de tous les vainqueurs de demain) relève, pour les z'anars, de la révolution copernicienne.

Reste que cette révolution copernicienne a déjà commencé et que tous celles et ceux qui estiment que l'*anarchisme social* a mieux à faire que de se contenter d'être un bel idéal médaillé de défaites systématiques, la mèneront au bout.

Une stratégie pour vaincre

S'attacher à ré-analyser le capitalisme (ou à en réactualiser l'analyse), à redéfinir le *comment* d'une rupture révolutionnaire et à élaborer un *projet social* et sociétair susceptible de susciter le désir des populations, tel est assurément le programme, et, donc, le pourquoi et la base d'une unité du mouvement libertaire.

Tous les militants sérieux le savent, il ne suffit pas d'avoir des beaux principes, de beaux discours, de belles idées et de bonnes jambes pour réussir. S'il en était ainsi nous aurions réussi depuis longtemps.

Il faut aussi, et surtout, être capable de **tracer le chemin** qui mène à la victoire. Il faut être capable de jauger l'adversaire. De savoir de combien de forces on dispose pour mener un projet à son terme. Et de s'adjoindre le renfort, et mieux encore, l'adhésion du voisinage, pour transformer un rêve en aventure collective et partagée.

De ce fait, tous les cœurs purs d'un anarchisme aujourd'hui encore éclaté à l'infini de divisions idéologiques moribondes et de guerre des boutons entre sacristies rabougries, s'ils veulent faire aboutir leur rêve, devront élaborer une stratégie à la hauteur de leur volonté.

Or, c'est un fait, même en s'unissant, devenant intelligents et crédibles, les anarchistes (même sociaux) ne seront jamais majoritaires dans la société.

Dans le meilleur des cas, parce que la perspective de la liberté, de l'égalité, de l'autogestion et, disons-le, du bonheur, effrayera toujours le marais du tout venant d'une espèce humaine solidement installée dans un *équilibre névrotique* tout de peur de mourir et de désir de vivre, nous ne pourrons jamais aller au-delà de l'extraordinaire d'une forte minorité.

De cela, il faut avoir conscience et s'en marteler l'entendement. Car, mine de rien, ça change tout.

Si, en effet, nous ne sommes qu'une poignée et, que, même en mettant le turbo de l'unité, de la refondation, de la rénovation et de l'intelligence, nous ne pouvons espérer qu'être une minorité, fût-elle forte, il nous faudra, d'une manière ou d'une autre, *rallier* d'autres militants et d'autres forces, *non-libertaires*, à l'aventure de la réalisation de notre projet.

Là est sûrement le sens ontologique de la nécessité de l'unité d'un mouvement libertaire.

Car, s'unir entre soi pour pouvoir mieux **s'allier** avec d'autres, afin de mettre toutes les chances de son côté dans la mise en œuvre et l'aboutissement du rêve et du projet social libertaire, relève tout simplement de l'évidence de la nécessité .

Mais, de quelles alliances s'agit-il ? Avec qui et sur quelles bases les réaliser ? Où se situe la frontière entre le compromis et la compromission, entre les vrais et les faux amis ? Une société libertaire sera-t-elle libertaire dans tous ses aspects (et donc, ethniquement pure - une secte ?) ou bien libertaire dans ses modes de fonctionnement ? Peut-on concevoir une société libertaire peuplée de nombreux voire d'une majorité de *non-libertaires* adhérant à des fonctionnements sociaux libertaires ? Une société libertaire est-elle, par essence, totalitaire (à la mode libertaire, s'entend),

figée à jamais dans l'utopie cadavérique d'une perfection qui ne sera jamais de ce monde, ou bien un bouillonnement incessant de logiques libertaires porteuses d'une évolution permanente dans la recherches de consensus sans cesse à redéfinir ? Avons-nous le désir et la volonté de rallier nos voisins à des analyses et des rêves dont nous estimons qu'ils constituent l'aventure qui vaut la peine d'être vécue ? Avons-nous le désir et la volonté de convaincre sans pour autant céder à la tentation de l'évangélisation et à celle, sans avenir, de l'inquisition ? Croyons-nous vraiment en ce que nous racontons ? Qu'avons-nous à redouter de la confrontation ? Sommes-nous prêts à garantir, dans le cadre d'un fédéralisme libertaire construit par tous, l'autonomie de certains ?

Bref, avec qui et comment s'allier pour faire triompher, autrement que par le mythe d'une émeute et celui d'un coup de force, un idéal dont nous sommes de plus en plus nombreux à penser qu'il est plus que largement au-dessus du lot de tout ce qui existe aujourd'hui sur le marché de la révolte et du rêve ?

Les questions sont clairement posées ! Et, personne, parmi ceux qui se targuent aujourd'hui de vouloir changer le monde en se drapant du noir libertaire, n'échappera à y répondre !

Se reposer en ânonnant des nostalgies certifiées, en pleurant sur le passé, le présent et l'avenir au motif que les autres sont d'affreux méchants ou bien oser la liberté de l'aventure de la confrontation de son rêve au réel du moment, telle a été, est, et sera toujours la question !

Dans ces conditions, on voudra bien ne pas nous tenir rigueur (malgré nos années de boutiques) d'un parti pris non ambigu en faveur d'un nouvel internationalisme libertaire qui déborde les frontières actuelles des tribus.

D'une utopie réfléchie qui débouche enfin sur autre chose que des lamentations de fin de soirées... arrosées.

On peut bien rêver !!

L'unité :
avec qui ?

Dès lors que l'on a défini les bases de l'unité, il est aisé de savoir avec qui on va s'unir.

Rappelons-en les grands axes ! abandon (pour cause de faillite) des vieux clivages *individualistes, anarcho-syndicalistes, communistes libertaires, autonomes-indépendants...* ! définition d'un anarchisme d'aujourd'hui arc-bouté sur le noyau dur de ses principes et l'énoncé (en théorie et en pratique) d'un projet de société libertaire crédible (parce qu'en phase avec notre époque) et désirable ! définition du *comment* pourrait s'effectuer le passage du capitalisme à cette société libertaire et, dans cette perspective, abandon sans ambiguïté de mythifications du style *grand-soir-barricades* ou insurrection spontanée de la population, refus de s'engager dans l'engrenage d'une guerre civile charriant des flots de cadavres, et redéfinition d'une rupture révolutionnaire crédible ! élaboration d'une stratégie où *l'unité libertaire* s'avère une nécessité pour pouvoir peser sur les alliances que nous serons amenés à conclure pour faire la révolution et faire aboutir notre projet de société.

Nous nous unissons, en effet, avec tous ceux et toutes celles qui adhéreront à ces grands axes.

À l'évidence, toutes celles et tous ceux (ils sont de moins en moins nombreux) qui persistent à croire en la pertinence de tel ou tel des vieux clivages de *l'anarchisme de papa* ne nous rejoindront pas et poursuivront leur bonhomme de chemin *individualiste, anarcho-syndicaliste, communiste libertaire, autonome-anti-organisationnel...* ou les juxtapositions de leurs précarrés farouches dans la grande famille du plus petit dénominateur commun.

À l'évidence, également, les représentations organisationnelles de ces vieux clivages ne nous rejoindront pas davantage (par nature, les institutions répugnent au suicide) et poursuivront leur bonhomme de chemin dans la voie sans issue de leurs rabâchages respectifs.

Et si d'aventure, il en étaient qui voulaient nous rejoindre tout de suite, il conviendra de s'en méfier comme de la peste (dans quelques années, quand nous serons devenus incontournables, et qu'elles se seront vidées de leur substance sectaire et de leur substance tout court, ce sera avec plaisir).

Il nous faudra leur expliquer que l'on n'a jamais fait du neuf avec du vieux et encore moins de l'or avec du plomb.

À l'évidence, encore, toutes celles et tous ceux (et ils sont de plus en plus nombreux) qui ont l'adhésion à telle ou telle structure libertaire, de hasard

ou non sectaire, et qui sont la chair et le sang de cet *anarchisme social* qui émerge ici et là, devraient se sentir concernés par cette aventure vers l'unité du mouvement libertaire.

À l'évidence, enfin, toutes celles et tous ceux qui, sans se référer explicitement à l'*idéal libertaire* ou au *mouvement libertaire*, s'inscrivent dans des démarches et des pratiques qui le sont largement, sont invités à nous rejoindre et, un certain nombre d'entre elles et d'entre eux, nous rejoindront à plus ou moins brève échéance.

En clair, l'unité du mouvement libertaire se fera *en dehors* du champ clos de ses clivages traditionnels... avec des libertaires de tous bords et de tous horizons désireux de faire s'épanouir l'*anarchisme social* qu'ils construisent déjà aujourd'hui... et avec des *non-libertaires* qui, à leur manière, sont engagés dans la même aventure.

C'est une unité qui concerne (et s'adresse à) toutes celles et tous ceux... ! Qui font leurs, officiellement ou de fait, les grands principes de toujours de l'anarchisme... ! Qui affirment que ces grands principes sont chaque jour un peu plus d'actualité... ! Qui ont envie d'en faire l'âme d'un projet de société adapté à notre époque... ! Qui estiment que ce projet se doit de préciser les modalités de sa mise en œuvre (re-définition d'une rupture révolutionnaire avec le système capitaliste), de l'inscrire de manière crédible dans la réalité et de le populariser (ce qui implique de rompre avec l'ânonnement irresponsable de nostalgies sanguinaires)... ! Qui ont conscience qu'il leur faudra mouiller leur chemise, longtemps, pour faire aboutir ce projet... ! Qui savent qu'il faut être nombreux pour mener à terme un tel projet, d'où la nécessité de s'unir *entre libertaires* pour peser sur les indispensables alliances à construire entre libertaires et *non-libertaires*.

C'est une unité qui concerne (et s'adresse à) ! des militant/e/s politiques, syndicaux, associatifs, culturels ! aux structures de base de leurs organisations respectives ! aux initiatives spécifiques (athénées, centres et groupes, communautés, collectivités, coopératives de production ou de consommation, maisons occupées, écoles libertaires ou antiautoritaires...) ! à des groupements, regroupements, coordinations, réseaux... porteurs de **transversalités** (groupes de femmes, d'homos/lesbiennes, d'écologie sociale, opposés à la mondialisation capitaliste, anti-cléricaux, anti-fascistes, anti-militaristes, d'actions directes non-violentes...).

C'est une unité qui, parce qu'elle est encore à construire (et parce qu'elle est à construire avec d'autres que les militant/e/s *100 % pur sucre* d'un anarchisme essentiellement idéologique) rompt délibérément avec les tentatives *d'unification organisationnelle* du passé du mouvement libertaire

qui se fondaient sur la volonté d'asseoir une hégémonie ou sur la résignation au futoir d'une juxtaposition d'autonomies farouches.

C'est une unité qui, sans être fermée à l'histoire (il n'y a pas que du négatif dans l'héritage des clivages anciens, loin s'en faut), se veut, avant tout, ouverte sur l'avenir en travaillant le présent.

C'est une unité qui ne vise pas à créer une division supplémentaire dans le mouvement libertaire (elle existe déjà) et qui n'entend nullement polémiquer avec qui que ce soit.

C'est une unité qui n'a pour seule ambition que celle de rassembler tout ce qui peut l'être (et même davantage), qui se veut exclusivement tournée vers le **positif** de l'élaboration et de la mise en œuvre du projet libertaire, et qui laissera à la seule histoire le soin de juger du bien ou du mal-fondé de sa démarche.

C'est une unité qui se doit de définir la **nature** et la **fonction** de son mode d'organisation. !

L'unité : *comment ?*

Dès lors que l'on a défini sur quelles bases et avec qui peut se faire l'unité du mouvement libertaire, on sait au moins quelle forme elle ne prendra pas.

Les choses sont, en effet, claires.

L'unité à venir du mouvement libertaire ne prendra pas la forme d'un **cartel** de l'existant organisationnel, qu'il soit d'hégémonie, de ralliement des plus faibles, d'addition d'épiceries ou de juxtaposition de féodalités.

De ce point de vue, un mouvement libertaire à la mode de l'Espagne révolutionnaire de 1936, avec une locomotive attrape-tout (la *CNT*), une avant-garde éclairée (la *FAI*) conduisant la locomotive, contrôlant les billets des voyageurs et faisant passer des visites médicales aux chauffeurs de la loco non issus du sérail, et quelques satellites mâtinés de *courroies de transmission* (les *Jeunesses Libertaires*, les *Athénées Libertaires*... mais

pas les *Mujeres Libres*, tant la volonté unitaire du mouvement de femmes était empreinte d'une exigence d'*autonomie*), n'est ni d'actualité ni souhaité.

Mais alors, quelle forme pourrait, donc, bien prendre l'unité du mouvement libertaire du XXI^{ème} siècle ?

De la fonction de l'organisation

Si, s'unir, c'est nécessairement *s'organiser*, encore convient-il de s'accorder sur le *comment* de la chose et d'en définir le *pourquoi* et la *fonction* !

L'organisation doit-elle se mettre en place uniquement parce qu'elle est *nécessaire* à l'unité ?

A-t-elle pour but de faire prendre de la *densité* à un point de vue *particulier* pour lui permettre de s'imposer à la *majorité* ?

Vise-t-elle à fabriquer un outil destiné à imposer un projet politique et social à des masses "ignorantes" ou à créer un support pour essayer de *convaincre* le plus grand nombre et, sans pour autant se renier, dégager un maximum de *consensus* avec ce plus grand nombre ? Est-elle d'essence *avant-gardiste* ou de tonalité *minorité agissante* ?

Se doit-elle de rechercher des consensus en son sein ou s'axer sur une *confrontation* interne préparant à une *guerre* avec l'extérieur ?

A-t-elle pour but d'*uniformiser* ou d'unir des *différences* ?

A-t-elle un terrain d'élection (pardon, d'action) particulier ou se fixe-t-elle comme objectif de subvertir tous les espaces de l'aliénation ? Se doit-elle d'établir des hiérarchies dans l'espace-temps du changement en privilégiant le politique, l'économique, le social, la liberté, la fraternité, l'égalité... ou bien se battre, tout de suite, avec la même rage, ici, là et ailleurs ?

A-t-elle pour mission d'investir les luttes d'un *front principal* en déléguant la gestion de la lutte sur des *fronts secondaires* à des partenaires secondaires... ou de mener de front, avec un maximum de partenaires égaux, une bagarre généralisée sur tous les fronts ?

A-t-elle pour but de *détruire* ou de *construire* ? De faire dans le *protestataire* ou dans l'*alternatif* ? D'être dans les *mouvements sociaux* ou d'*édifier le parti* ? D'*imposer* ou de *rallier* ? De construire des *rapports de force* pour anéantir ses alliés ou pour les convaincre ? D'être *efficace* à court terme ou à long terme ? De *fédérer* ou de *centraliser* ? D'armer les milices populaires ou de les *militariser* ? De *verticaliser* des révoltes ou de favoriser le

développement et l'autonomie de leurs *transversalités* ? De distribuer les poissons pêchés par quelques-uns ou d'apprendre à pêcher au plus grand nombre ? De *guider* ou d'*accompagner* ? D'énoncer des savoirs ou de mettre en place les moyens de leur construction ? De semer ou de récolter ? De le faire seule ou avec d'autres ? De construire des logements pour tous avec tous ou de s'emparer de ceux existants ? D'éduquer ou de punir ? De faire l'amour ou de baiser ?

À l'évidence, même les *non-libertaires* en ont soupé des "avant-gardes", des généraux sans troupes, des guides suprêmes, des petits livres rouges (ou noirs), des Khmers noirs (ou noir-et-rouge), des détenteurs de la vérité révélée, des petits et des grands chefs, des soi-disant *essentiels* et de leurs soi-disant *accessoires*, des pseudo-*priorités* et des pseudo-*non-priorités*, des sommets et des bases, des hiérarchies, du centralisme, des obsédés de l'efficacité à *tout prix* comme des coupeurs de cheveu en quatre, des introspectifs immobiles, des phraseurs impénitents, des forcenés du *moi-je* et des patriotes de toutes les indépendances.

La messe léniniste et/ou *je-m'en-foutiste* est dite, depuis déjà un certain temps, chez les libertaires.

S'organiser n'a désormais de sens que si ça rend *plus uni, plus fort, plus libre et plus heureux.*

S'organiser, c'est s'associer librement avec d'autres, Égaux.

Celles et ceux avec qui on a *beaucoup*, et en tout cas *l'essentiel*, en commun.

Cela consiste à toujours mettre l'*accent* sur *ce qui unit* et à *gérer par le débat* et dans le respect réciproque, *ce qui différencie*.

C'est avoir conscience qu'en s'associant avec ses Égaux on est obligatoirement plus fort, *individuellement* et *collectivement*, dans les rapports que l'on entretient avec son environnement social, que ce soit en terme de luttes d'opposition ou de mises en œuvre de projets alternatifs. C'est vouloir évoluer dans un espace de *positivité*, de *confiance*, de *fraternité* et de *liberté*. C'est, au bout du compte, rechercher le partage d'un certain *bonheur* d'être et d'agir avec les autres, Égaux. Avec toujours plus d'Égaux.

Tous les libertaires qui s'organisent aspirent à cela. Et elles/ils ont raison. Car, il n'est vraiment d'aucun intérêt de s'organiser pour se prendre la tête, se bouffer le nez ou s'arracher les cheveux dans des chipotages sans fin,

des rivalités immatures, des concurrences adolescentes, des bagarres de chiffonniers et des sentences d'exclusion.

Oh, bien sûr, il s'agit là de bons sentiments, de rêveries et, disons-le, de chimères dont chacun sait (quand il a le courage de regarder les choses en face) qu'ils ne valent pas un rouble à l'épreuve du feu de la réalité.

Car, la réalité n'est pas, n'a jamais été et ne sera jamais de cet ordre-là !

De même, en effet, que l'être humain n'est ni bon ni mauvais en soi, et que malgré toutes les éducations susceptibles de le faire accéder à la civilisation, ses pulsions "innées" s'inviteront toujours au bal, l'organisation, parce qu'elle assemble, rassemble et réunit des individus particuliers, d'éducations, d'expériences et de pulsions... sera toujours un espace de *confrontation* et de quête de *pouvoir*.

Il faut avoir conscience. Non pour se mettre à pleurnicher sur la méchanceté des autres et du collectif, ou pour se retirer avec majesté sur son île déserte, mais pour essayer de gérer le problème au mieux ou plutôt, *au moins mal*.

Dans cette optique, plutôt que de **nier** les logiques de pouvoir qui traverseront toujours toutes les formes d'organisation, mieux vaut (si on pense que l'organisation apportera toujours plus que l'inorganisation) en prendre son parti et analyser ces logiques, les nommer, et faire en sorte d'en limiter les capacités de nuisance.

C'est ainsi que, si toute organisation libertaire est porteuse, non de *verticalité*, mais de *centralité* (comment pourrait-il en être autrement, et est-ce un mal en soi ?), l'*anarchisme social* devra s'attacher à borner l'espace de cette *centralité*, à mettre en œuvre des contre-poids d'*autonomies* et surtout de *transversalités*, des espaces de *gestion des conflits*.

C'est ainsi que, si toute organisation a vocation à *prendre des décisions* (dont il est flagrant qu'elles ne pourront jamais agréer à tout le monde), s'imaginer que l'on puisse les prendre toujours à *l'unanimité* revient à se condamner à ne pouvoir en prendre aucune. D'importance, s'entend !

Car (sous peine de verser en permanence dans des compromis boiteux ou de ne jamais rien décider dans des matières sensibles) dans un espace de liberté et de débats comme l'est une organisation libertaire, une *décision collective* n'a le choix qu'entre être celle d'une *majorité* ou être celle d'une *minorité*.

Aussi, s'attacher à définir des *seuils de majorité* (adaptés à la nature de la décision à prendre) qui permettent la fondation de *larges consensus* (prenant en compte l'apport des minorités), constitue une approche largement plus libertaire que l'incantation des partisans d'une unanimité permanente qui, non seulement parce qu'ils nient la réalité, privent notre être collectif de toute véritable prise de décision autre... qu'incantatoire, mais de plus, se font les chantres d'une véritable *dictature* de la minorité (voire même d'un seul individu) sur l'écrasante majorité.

Ensuite, que la ou les minorités puissent continuer à exprimer leurs points de vue particuliers, qu'elles puissent expérimenter leurs options minoritaires, qu'elles puissent remettre en débat les décisions majoritaires... cela tombe sous le sens libertaire. Comme tombe sous le sens libertaire qu'on n'a pas encore trouvé de meilleur moyen pour se compter que *un humain égale une voix*.

Bref, au regard des fonctionnements actuels des organisations libertaires (qu'elles se donnent les moyens de prendre des décisions ou qu'elles mettent l'autonomie individuelle au-dessus de tout), il est clair que le chemin sera encore long pour arriver à une synthèse novatrice et équilibrée (respect de l'*autonomie individuelle* alliée à une capacité d'*action collective*) de la forme à venir de l'organisation de l'unité du mouvement libertaire.

Quant à nous, nous pensons que l'*anarchisme social*, dont la démarche est fondamentalement unitaire et pragmatique, est le mieux à même de redéfinir ce *bon sens* du nécessaire organisationnel en formes libertaires.

De la nature de l'organisation

Le *mouvement libertaire* existe aujourd'hui, de fait, ici et là...

! par l'existence et la conscience de valeurs communes à *la plupart des libertaires*...

! par l'existence et la conscience d'un projet commun à *la plupart des libertaires*...

! par l'existence d'une volonté commune à *la plupart des libertaires* d'unité et d'action.

Dans le cas présent, l'*existence* précédera toujours la *conscience*.

Ce mouvement, cependant, existe sans encore *vraiment* exister.

Les petites mains de l'*anarchisme social* qui en sont l'âme (dans les organisations labelisées comme dans les initiatives spécifiques et/ou autonomes), si elles mettent l'*unité* du mouvement en actes, à la base et au quotidien, bloquent, en effet, à un moment ou à un autre. Elles hésitent. S'interrogent. Tournent autour du pot. Font un pas en avant et deux pas en arrière. Puis deux pas en arrière et un pas en avant. Car, que faire ? Et comment faire pour arriver à cette unité à laquelle elles aspirent ?

Toutes et tous sont attachés à leurs organisations/tribus respectives, et se demandent quelle forme pourrait prendre cette *unité* ?

Un mouvement libertaire, *oui, mais quelle en sera la nature* ?

S'agit-il de se borner à additionner les bouts de ficelle et autres expédients de l'existant ? Ça n'aurait assurément rien d'exaltant et ce serait la porte ouverte à toutes les expéditions hégémoniques.

S'agit-il de dissoudre les institutions libertaires du moment et/ou de les fusionner en une seule, la belle, la grande et unitaire énième organisation libertaire ? Ça n'aurait assurément rien de beaucoup plus exaltant et ça reste encore moins probable.

Bref, comme aurait dit le grand Lénine, *que faire* ?

Est-il besoin de le préciser, nous n'avons pas de lapin à sortir avec une baguette magique de notre chapeau. Si tel était le cas, *mais c'est bien sûr*, on en aurait déjà entendu parler !

Reste que, si l'addition ou la fusion de l'existant s'avèrent incapables de porter le projet unitaire de l'*anarchisme social* de demain, l'ébauche d'une solution est sans doute à rechercher en dehors des sentiers battus de l'histoire de la quête de l'unité.

Unir ce qui existe, ou unir ce qui pourrait exister ? La question n'est pas mineure. Elle vaut, en tout cas, d'être posée. Et, donc, posons-la !

Et si, en plus d'appeler à l'unité dans les rangs politiques, syndicaux et autres de la représentation libertaire estampillée (et/ou auto-estampillée), on prenait langue avec des individus, groupes, réseaux, structures... qui, à leur manière, sur les terrains de luttes qu'ils ont choisi d'occuper, ont dans le cœur un monde nouveau jumeau de celui auquel nous aspirons ?

Et si, comme la grande et mythique *CNT* espagnole de la plus grande révolution sociale de tous les temps, nous nous engageons dans la voie d'une unification, d'une union et d'une unité...

! Avec des *centralités* politiques et syndicales...

! Avec des *transversalités* du style groupes de femmes, d'homos/ lesbiennes, d'écologie sociale, de désobéissance civile face à la mondialisation capitaliste, anti-cléricaux, anti-fascistes, anti-militaristes, d'actions directes non-violentes solidaires des sans-papiers, de solidarité concrète Nord-Sud...

! Avec des *autonomies* du genre : alternatives de vie, écoles paral-lèles, communautés/collectivité agricoles/urbaines, coopératives de production ou de consommation, systèmes d'échanges locaux, radios, librairies, labels culturels, imprimeries, épiceries bio libertaires..?

Et si nous sortions notre rêve unitaire libertaire du champ clos de l'*idéologique* pour le lancer à l'assaut du concret ?

Et si, ce faisant, nous remettons le rêve révolutionnaire sur ses pieds en désertant le *discours politique* pour oser le *réel social* ?

Et si, on se lançait, tout simplement dans l'aventure d'un *mouvement social libertaire* ?

Ce qui vaut la peine d'être fait vaut la peine de l'être bien !

Il faut voir les choses en face. Nous ne sommes qu'une poignée, et comme toujours dans ces cas là, profondément divisés (*l'ennemi principal* étant inaccessible, le syndrome groupusculaire fait du voisin le plus proche, le *principal ennemi*).

Nos idées sont belles comme la lumière du jour mais nous peinons à les habiller d'un projet social en phase avec les réalités de notre époque et nous nous contentons souvent, dès lors qu'il nous faut expliquer *comment* mettre ce projet en œuvre, d'esquiver la question en nous réfugiant dans la nostalgie et le mime d'un passé glorieux.

Bref, nous partons de très loin et il nous faudra un temps certain avant de refonder notre pensée, de rénover notre projet et de concrétiser une unité véritable (autre que d'hégémonie ou de juxtaposition) du mouvement libertaire.

Cela n'est, bien évidemment, pas grave en soi, car notre insignifiance numérique ne nous met pas, unis ou non, en situation de pouvoir peser sur la réalité globale de la société.

Mais, justement, parce que l'avenir du monde ne dépend nullement de nos petites histoires, cela vaut sans doute la peine de prendre le temps de faire, et de bien faire, ce qui mérite de l'être... et ce qui peut l'être.

Ce qui mérite de l'être, c'est de nous unir. De re-formuler, *ensemble*, ce qui nous unit. D'élaborer, *ensemble*, un projet de société libertaire crédible et de tracer, *ensemble*, le chemin susceptible de conduire à son avènement. De réfléchir, *ensemble*, aux stratégies qui nous permettront, en nous alliant à d'autres, d'abattre le Vieux Monde en ouvrant le plus grand possible l'hypothèse d'une **alternative libertaire**.

Ce qui peut l'être, c'est de poursuivre et d'amplifier, à la base et sur le terrain des luttes, les unités d'action qui existent déjà. C'est d'aller au-delà de cette réalité en prenant l'initiative de **rencontres pour l'unité du mouvement libertaire**. En institutionnalisant ces rencontres. En mettant sur le papier ce qui ressort de ces rencontres. En se fixant des objectifs et des échéances. En invitant un maximum de libertaires ou de compagnons de route à ces rencontres. En nous mobilisant dans nos organisations, réseaux, tribus, structures respectives pour convaincre nos "compatriotes" respectifs du bien-fondé de notre démarche unitaire. En apparaissant *ensemble*, par-delà nos spécificités. En signant des textes et des communiqués communs. En initiant la mise en place de **Collectifs pour l'unité du mouvement libertaire**, à la base. En nous réclamant, d'ores et déjà, d'un *mouvement libertaire uni* !

Ce qui peut l'être ne relève donc en rien du flamboyant d'un discours, d'une action d'éclat ou d'une rupture épistémologique avec notre passé et notre présent, mais de l'aube de nos volontés de faire avancer ce processus difficile.

Mais, il faut le savoir, en faisant simplement cela, c'est-à-dire en ne reniant aucun de nos attachements à nos origines respectives, nous allons, chacune et chacun d'entre nous, être critiqués dans nos *patries* respectives.

Les sectaires, conservateurs et autres partisans de l'immobilisme de tous bords vont très mal vivre que nous puissions restés attachés à nos identités et à notre présent tout en osant clairement notre internationalisme (*inter-tribalisme* ?) libertaire. Ils vont, donc, tenter de nous briser. Et il va nous falloir beaucoup de courage pour continuer à rester *dedans* tout en étant, déjà, *ailleurs*, dans le futur en gestation.

L'unité du mouvement libertaire est à ce prix. Au prix de cette douleur qui consiste, sans se renier, à se dépasser. À aller au-delà !

Camarades des organisations labélisées, des tribus, des réseaux, des tendances et des sous-tendances... qui toutes et tous, êtes les artisans et l'âme de l'*anarchisme social*... il faut que vous sachiez que ça va être dur et long !

L'unité du mouvement libertaire est un combat. L'évidence de l'intérêt de notre union est un combat. Et un combat contre nos propres structures et un certain nombre de nos proches. Et à l'instar de tous les combats, il n'est pas gagnée d'avance. Et il nous faudra sûrement accepter de perdre des batailles.

Mais, parce que la vie triomphera toujours de la mort, parce que le bon sens prévaudra toujours sur le non-sens, parce que la nécessité s'imposera toujours aux dogmes, parce que l'idéal libertaire vaut mieux que sa réalité actuelle... l'issue de cette lutte ne fait pas l'ombre d'un doute.

Aujourd'hui, demain ou après demain, la fondation d'un *mouvement libertaire uni* s'imposera comme une évidence !

Reste que, si nous voulons être maîtres de notre destin, il est temps de nous retourner les manches ! Peut-on être plus clair ?

La vérité, si je mens !

Essayer d'unir les différentes sensibilités du mouvement libertaire, n'est-ce pas l'objectif de la Fédération Anarchiste, depuis toujours ? Le présent appel n'entérine-t-il pas un échec pour cette organisation ?

Essayer d'unir, en son sein, les différentes sensibilités du mouvement libertaire a, effectivement, toujours été l'objectif de la FA mais dans les faits, il s'est toujours davantage agi de faire co-exister et de juxtaposer que d'unir.

C'est la fameuse synthèse, dite de Sébastien Faure qui est au cœur du projet organisationnel de la FA. Contrairement à celle de Voline (voir document en page 37), dans les faits, elle ne parvient pas à synthétiser, c'est-à-dire à transcender les particularismes pour faire émerger une

pensée nouvelle enrichie du meilleur des uns et des autres. Le mode organisationnel de la FA prend acte que l'anarchisme est divisé en plusieurs grandes tendances historiques et tente de les faire cohabiter dans une espèce de grande famille. En clair, la FA ne va pas au-delà d'un rassemblement, sur le mode de la juxtaposition d'identités particulières, qui plus est, datées et aujourd'hui moribondes ! Le principe de *l'unanimité* qui conditionne toute prise de décision est en parfaite adéquation avec cette *juxtaposition d'identités* et, en toute logique, a toujours conduit à une impossibilité de décider *collectivement* quoi que ce soit d'important. En soi, le désir de vouloir rassembler des sensibilités différentes n'est, bien sûr, pas une mauvaise chose et le présent *appel à l'unité du mouvement libertaire* s'y réfère explicitement. Reste que se contenter de faire cohabiter des identités particulières (vidées depuis longtemps de leur substance) condamne le désir d'unité et de rassemblement à *l'immobilisme*, au *conservatisme*, au *passéisme* et à *l'absence totale de perspectives*.

L'échec de la *FA*, dans laquelle je milite depuis trente ans n'est pas ailleurs. Un mouvement libertaire uni, s'il doit rassembler des identités particulières et cultiver leurs autonomies, doit également, surtout, donner *un sens à l'union* et être porteur de l'émergence de quelque chose de nouveau à partir d'une synthèse, c'est-à-dire d'un *dépassement* de l'existant. Si j'osais, je dirais que l'échec principal de la *FA* réside dans son refus d'opérer une *véritable* synthèse au cœur de son projet organisationnel. C'est ce que le présent appel entend mettre en œuvre en se fixant comme objectif de *rassembler* pour aider à l'accouchement de cet anarchisme social auquel aspirent la plupart des militantes et militants libertaires.

C'est un appel à la vie et non à la survie. Et ça change tout !

La CNT-Vignolles qui semble avoir actuellement le vent en poupe n'est-elle pas susceptible d'unir, derrière elle, le mouvement libertaire ?

La CNT-Vignolles est tout à fait susceptible d'unir, derrière elle, le mouvement libertaire. C'est, en tout cas, ce que certains généraux sans troupes qui l'ont ralliée avec armes et bagages, espèrent en leur for intérieur. Pour ce faire, il lui faudrait cependant réussir à augmenter sérieusement ses effectifs et à se doter d'un autre programme que le seul activisme à tout crin. Pour l'heure, cette organisation surfe sur la vague de militants las de la stérilité des divisions du mouvement libertaire et désireux de se plonger dans l'action et le concret. C'est une vague essentiellement protestataire qui ne durera que tant que le mouvement libertaire sera désuni. C'est une vague qui pourrait s'amplifier si la CNT-Vignolles s'inscrivait dans la perspective d'un mouvement libertaire uni autour d'un projet de refondation et de rénovation de l'anarchisme social. Mais tel n'est pas le cas. Le syndicalisme même à la sauce anarcho ou révolutionnaire

n'est plus qu'un élément parmi d'autres du changement social, et quant à s'imaginer que l'hégémonisme puisse encore avoir une chance d'unifier le mouvement, c'est carrément puéril. L'unité du mouvement libertaire ne se fera sûrement pas contre la CNT-Vignolles et sa volonté d'action... mais, elle se fera aussi avec d'autres, sur d'autres bases et avec d'autres perspectives.

L'unité du mouvement libertaire est-elle destinée à se réaliser dans un seul cadre national ?

Dès ses origines, le mouvement anarchiste et nos anciens (bien avant les capitalistes) avaient compris l'importance pour les prolétaires de s'unir au niveau international. En ce temps là, les révolutionnaires, et parmi eux les anarchistes, étaient largement en avance sur leur temps. Aussi, à l'heure où le capitalisme organise sa mondialisation cannibale, à l'heure où les nouveaux États continentaux (Union Européenne, ALENA...) bouffent chaque jour un peu plus ce qui reste des États nations de papa, serait-il incongru d'espérer que les libertaires se remettent à renouer avec... le meilleur de leur passé. Soyons clairs : la nécessité de l'unification des libertaires au niveau international ne souffre pas discussion. Mais cela doit-il prendre obligatoirement la forme d'une Internationale du passé, conçue comme la simple addition d'organisations "nationales" qui représentent "leurs" États ? Question subsidiaire : les libertaires doivent-ils encore s'organiser dans les frontières déterminées par des États... dont ils réclament la disparition ? Auraient-ils quelque chose à perdre à s'organiser sur un plan *transnational*, par continents, par régions, par communautés de langues et/ou de cultures ? N'auraient-ils pas tout à gagner à s'organiser simultanément à plusieurs niveaux ! du **local** (le quartier, la ville, le village...) ! au **régional** (qui chevauche parfois les frontières des États) ! vers des **espaces transnationaux** entrelacés de communauté d'outil de communication (francophone : Afrique, Europe, Amérique du Nord...) ou de réalités politiques (Union Européenne) ? Des doubles, des triples et des quadruples appartenances organisationnelles seraient-elles dérogoires aux tables de la loi libertaire ? Plusieurs représentations de ces différents niveaux d'organisation attenteraient-elles aux dogmes ? Et comment intégrer dans un tel schéma les *transversalités* dont nous parlions précédemment ? Bref, les libertaires ne se devraient-ils pas, à défaut d'être en avance sur leur époque, d'être un tantinet innovants ? Là encore, le choix sera toujours entre se reposer ou être libre !

Pourquoi cet appel à l'unité du mouvement libertaire aujourd'hui plutôt qu'hier ou que demain ?

Il sera toujours des questions qui tuent, parce qu'il est impossible de leur apporter des réponses autres qu'insatisfaisantes. L'appel esquissé dans

cette brochure aurait pu et aurait dû être lancé il y a trente ans. Depuis trente ans, en effet, rien de véritablement nouveau ne justifie que cet appel ne soit lancé qu'aujourd'hui. Il y a trente ans, la messe était déjà dite et, c'est vrai que je m'en veux de ne pas m'être lâché à ce moment-là. Alors pourquoi ? Peut-être parce que je ne suis qu'un gars *ben ordinaire* ? Un de ces imbéciles qui ont le patriotisme organisationnel tenace ? Un de ces couillons qui, pour se réclamer de la *révolution*, ont, néanmoins, toujours eu l'âme chevillée à l'*évolution* et à la *réforme* ? Un de ces pauvres bougres de militant de base qui, pour croire à ce qu'il raconte, refuse d'envisager qu'il puisse en être autrement chez ses camarades d'ici et d'ailleurs ? Un de ces soutiers de la galaxie libertaire qui fonctionnera toujours à la confiance, à l'espoir et à l'aveuglement ? Bref, il m'aura fallu trente ans pour avoir le courage de *dire* et d'en tirer les conclusions. Et, pour autant, ces conclusions ne sont nullement de désespérance. Bien au contraire ! Je reste persuadé que c'est possible. Que l'idéal libertaire est le plus beau et le seul qui vaille que l'on lui consacre le meilleur de soi-même. Mais là, c'est clair que je ne suis plus tout seul en cause ! Et, donc, je t'écouterai avec attention... !

Tout ça c'est bien joli, mais, est-ce que cela n'a pas un petit air de Père Noël ?

Comme le disait le camarade Malatesta, les seules choses impossibles sont celles qu'on ne désire pas vraiment. Je ne sais pas quand, où et comment l'idéal libertaire verra le jour. Je ne sais pas s'il a, même une seule chance de voir le jour. Mais ce que je sais, c'est qu'il ne verra pas le jour si on en reste là où on en est aujourd'hui. Je ne sais pas si notre unité, notre rénovation et notre refondation seront suffisantes pour permettre l'épanouissement de notre idéal. Ce que je sais, c'est que si nous ne nous unissons pas, si nous ne nous rénovons pas et si nous ne nous refondons pas, c'est couru d'avance ! À partir de là, ce sera toujours comme tu veux ! Et, donc, la question sera toujours, *que veux-tu ?*

Jean-Marc Raynaud
avec la complicité
de **Roger Noël - Babar**

- Les auteurs de cette brochure sont prêts à animer des débats publics quand vous le leur proposerez...

- Remerciements particuliers à *Anne-Marie* pour la vigilance de sa relecture ainsi qu'à l'énergie militante de *Jacques Blaise* grâce à qui ces *Éditions libertaires* existent matériellement...

DOCUMENT / VOLINE

La Synthèse Anarchiste

Traditionnellement, quand on parle de la *synthèse anarchiste*, on fait référence à celle, élaborée par Sébastien Faure pendant l'entre-deux guerres, en réponse à la *Plate-forme d'Archinoff* (le texte de Faure et celui d'Archinoff sont reproduits dans une brochure de la Collection *Volonté Anarchiste* disponible par correspondance à la librairie *Publico*, 145 rue Amelot, 75011 Paris).

Cette synthèse n'en est pas une, car elle se contente de juxtaposer des identités particulières au sein d'une même organisation.

Celle, peu connue, que Voline avait énoncée quelques mois auparavant en Ukraine avec Makhno, a une toute autre ambition puisqu'elle se fixe pour objectif de faire émerger une nouvelle approche de l'anarchisme.

On désigne par *synthèse anarchiste* une tendance qui se fait actuellement jour au sein du mouvement libertaire, cherchant à réconcilier et ensuite à *synthétiser* les différents courants d'idée qui divisent ce mouvement en plusieurs fractions plus ou moins hostiles les unes aux autres. Il s'agit, au fond, d'unifier, dans une certaine mesure, la théorie et aussi le mouvement anarchistes en un ensemble harmonieux, ordonné, fini. Je dis : *dans une certaine mesure* car, naturellement, la conception anarchiste ne pourrait, ne devrait jamais devenir rigide, immuable, stagnante. Elle doit rester souple, vivante, riche d'idées et de tendances variées. Mais *souplesse* ne doit pas signifier *confusion*. Et, d'autre part, entre *immobilité* et *flottement*, il existe un état intermédiaire. C'est précisément cet état intermédiaire que la *synthèse anarchiste* cherche à préciser, à fixer et à atteindre.

Ce fut surtout en Russie, lors de la révolution de 1917, que la nécessité d'une telle unification, d'une telle *synthèse*, se fit sentir. Déjà très faible matériellement (peu de militants, pas de bons moyens de propagande, etc.) par rapport à d'autres courants politiques et sociaux, l'anarchisme se vit affaibli encore plus, lors de la révolution russe, par suite des querelles intestines qui le déchiraient. Les anarcho-syndicalistes ne voulaient pas

s'entendre avec les anarchistes-communistes et, en même temps, les uns et les autres se disputaient avec les individualistes (sans parler d'autres tendances). Cet état de choses impressionna douloureusement plusieurs camarades de diverses tendances. Persécutés et finalement chassés de la grande Russie par le gouvernement bolcheviste, quelques-uns de ces camarades s'en allèrent militer en Ukraine où l'ambiance politique était plus favorable, et où, d'accord avec quelques camarades ukrainiens, ils décidèrent de créer un mouvement anarchiste *unifié*, recrutant des militants sérieux et actifs partout où ils se trouvaient, *sans distinction de tendance*. Le mouvement acquit tout de suite une ampleur et une vigueur exceptionnelles. Pour prendre pied et s'imposer définitivement, il ne lui manquait qu'une chose : une certaine base théorique.

Me sachant un adversaire résolu des querelles néfastes parmi les divers courants de l'anarchisme, sachant aussi que je songeais, comme eux, à la nécessité de les réconcilier, quelques camarades vinrent me chercher dans une petite ville de la Russie centrale où je séjournais, et me proposèrent de partir en Ukraine, de prendre part à la création d'un mouvement unifié, de lui fournir un fond théorique et de développer la thèse dans la presse libertaire.

J'acceptai la proposition. En novembre 1918, le mouvement anarchiste unifié en Ukraine fut définitivement mis en route. Plusieurs groupements se formèrent et envoyèrent leurs délégués à la première conférence constitutive qui créa la *Confédération anarchiste de l'Ukraine Nabat* (*Tocsin* en français). Cette conférence élaborait et adopta à l'unanimité une *Déclaration* proclamant les principes fondamentaux du nouvel organisme. Il fut décidé que très prochainement cette brève déclaration de principes serait amplifiée, complétée et commentée dans la presse libertaire. Les événements tempétueux empêchèrent ce travail théorique. La confédération du *Nabat* dut mener des luttes ininterrompues et acharnées. Bientôt elle fut, à son tour, *liquidée* par les autorités bolchevistes qui s'installèrent en Ukraine. À part quelques articles de journaux, la *Déclaration* de la première conférence du *Nabat* fut et restera le seul exposé de la tendance unifiante (ou *synthétisante*) dans le mouvement anarchiste russe.

Les trois idées maîtresses qui, d'après la *Déclaration*, devraient être acceptées par tous les anarchistes sérieux afin d'unifier le mouvement, sont les suivantes.

1. Admission définitive du principe *syndicaliste*, lequel indique la vraie *méthode de la révolution sociale*.

2. Admission définitive du principe *communiste* (libertaire), lequel établit la *base d'organisation de la nouvelle société en formation*.

3. Admission définitive du principe *individualiste*, l'émancipation totale et le bonheur de l'individu étant *le vrai but de la révolution sociale et de la société nouvelle*.

Tout en développant ces idées, la *Déclaration* tâche de définir nettement la notion de la *révolution sociale* et de détruire la tendance de certains libertaires cherchant à adapter, l'anarchisme à la soi-disant *période transitoire*.

Ceci dit, nous préférons, au lieu de reprendre les arguments de la *Déclaration*, développer nous-mêmes l'argumentation théorique de la synthèse.

La première question à résoudre est celle-ci.

L'existence de divers courants anarchistes ennemis, se disputant entre eux, est-ce un fait *positif* ou *négatif* ? La décomposition de l'idée et du mouvement libertaires en plusieurs tendances s'opposant les unes aux autres, *favorise-t-elle* ou, au contraire, *entrave-t-elle* les succès de la conception anarchiste ? Si elle est reconnue favorable, toute discussion est inutile. Si, au contraire, elle est considérée comme nuisible, il faut tirer de cet aveu toutes les conclusions nécessaires.

À cette première question, nous répondons ceci.

Au début, lorsque l'idée anarchiste était encore peu développée, confuse, il fut naturel et utile de l'analyser sous tous ses aspects, de la décomposer, d'examiner à fond chacun de ses éléments, de les confronter, de les opposer les uns aux autres, etc. C'est ce qui a été fait. L'anarchisme fut décomposé en plusieurs éléments (ou courants). Ainsi l'ensemble, trop général et vague, fut disséqué, ce qui aida à approfondir, à étudier à fond aussi bien cet ensemble que ces éléments. A cette époque, le démembrement de la conception anarchiste fut donc un fait positif.

Diverses personnes s'intéressant à divers courants de l'anarchisme, les détails et l'ensemble y gagnèrent en profondeur et précision. Mais, par la suite, une fois cette première œuvre accomplie, après que les éléments de la pensée anarchiste (communisme, individualisme, syndicalisme) furent tournés et retournés en tous sens, il fallait penser à *reconstituer*, avec ces éléments bien travaillés, *l'ensemble organique* d'où ils provenaient. Après une *analyse* fondamentale, il fallait retourner (sciemment) à la bienfaisante *synthèse*.

Fait bizarre : on ne pensa plus à cette nécessité. Les personnes qui s'intéressaient à tel élément donné de l'anarchisme, *finirent par le substituer à l'ensemble*. Naturellement, elles se trouvèrent bientôt en désaccord et, finalement, en conflit avec ceux qui traitaient *de la même manière* d'autres parcelles de la vérité entière. Ainsi, au lieu d'aborder l'idée de *fusionnement* des éléments épars (qui, pris séparément, ne pouvaient plus servir à grand chose) en un ensemble organique, les anarchistes entreprirent pour de longues années la tâche stérile d'*opposer* haineusement leurs *courants* les uns aux autres. Chacun considérait *son courant, sa parcelle pour l'unique vérité* et combattait avec acharnement les partisans des autres courants. Ainsi commença, dans les rangs libertaires, ce piétinement sur place, caractérisé par l'aveuglement et l'animosité mutuelle, qui continue jusqu'à nos jours et qui doit être considéré comme *nuisible* au développement normal de la conception anarchiste.

Notre conclusion est claire. *Le démembrement de l'idée anarchiste en plusieurs courants a rempli son rôle. Il n'a plus aucune utilité. Rien ne peut plus le justifier. Il entraîne maintenant le mouvement dans une impasse, il lui cause des préjudices énormes, il n'offre plus B ni ne peut offrir B rien de positif.* La première période B celle où l'anarchisme se cherchait, se précisait et se fractionnait fatalement à cette besogne B est terminée. Elle appartient au passé. Il est grand temps d'aller plus loin.

Si l'éparpillement de l'anarchisme est actuellement un fait négatif, préjudiciable, il faut chercher à y mettre fin. Il s'agit de se rappeler l'ensemble entier, de recoller les éléments épars, de retrouver, de reconstruire sciemment la synthèse abandonnée.

Une autre question surgit alors : Cette synthèse, est-elle possible actuellement ? Ne serait-elle pas une utopie ? Pourrait-on lui fournir une certaine base théorique ?

Nous répondons : Oui, une synthèse de l'anarchisme (ou, si l'on veut, un anarchisme *synthétique*) est parfaitement possible. Elle n'est nullement utopique. D'assez fortes raisons d'ordre théorique parlent en sa faveur.

Notons brièvement quelques-unes de ces raisons, les plus importantes, dans leur suite logique.

1. Si l'anarchisme aspire à la vie, s'il escompte un triomphe futur, s'il cherche à devenir un élément organique et permanent de la vie, une de ses forces actives, fécondantes, créatrices, alors il doit chercher à se trouver le plus près possible de la vie, de son essence, de son ultime vérité. Ses bases idéologiques doivent concorder le plus possible avec les éléments fondamentaux de la vie. Il est clair, en effet, que si les idées primordiales de

l'anarchisme se trouvaient en contradiction avec les vrais éléments de la vie et de l'évolution, l'anarchisme ne pourrait être vital. Or, qu'est-ce que la vie ? Pourrait-on, en quelque sorte, définir et formuler son essence, saisir et fixer ses traits caractéristiques ? Oui, on peut le faire. Il s'agit, certes, non pas d'une formule scientifique de la vie, B formule qui n'existe pas, B mais d'une définition plus ou moins nette et juste de son essence visible, palpable, concevable. Dans cet ordre d'idée, la vie est, avant tout, *une grande synthèse* : un ensemble immense et compliqué, ensemble organique et original, de multiples éléments variés.

2. La vie est une synthèse. Quelles sont donc l'essence et l'originalité de cette synthèse ? L'essentiel de la vie est que la plus grande *variété* de ses éléments B qui se trouvent de plus en plus en un *mouvement* perpétuel B réalise en même temps, et aussi perpétuellement, une certaine *unité* ou, plutôt, un *certain équilibre*. L'essence de la vie, l'essence de la synthèse sublime, est la tendance constante vers l'équilibre, voire la réalisation constante d'un certain équilibre, dans la plus grande diversité et dans un mouvement perpétuel (notons que l'idée d'un équilibre de certains éléments comme étant l'essence biophysique de la vie se confirme par des expériences scientifiques physico-chimiques).

3. *La vie est une synthèse.* La vie (l'univers, la nature) est *un équilibre* (une sorte d'unité) *dans la diversité et dans le mouvement* (ou, si l'on veut, *une diversité et un mouvement en équilibre*). Par conséquent, si l'anarchisme désire marcher de pair avec la vie, s'il cherche à être un de ses éléments organiques, s'il aspire à concorder avec elle et aboutir à un vrai résultat, au lieu de se trouver en opposition avec elle pour être finalement rejeté, il doit, lui aussi, sans renoncer à la diversité ni au mouvement, réaliser aussi, et toujours, l'équilibre, la synthèse, l'unité.

Mais il ne suffit pas d'affirmer que l'anarchisme *peut* être synthétique : il *doit* l'être. La synthèse de l'anarchisme n'est pas seulement possible, pas seulement souhaitable : elle est *indispensable*. Tout en conservant la diversité vivante de ses éléments, tout en évitant la stagnation, tout en acceptant le mouvement B conditions essentielles de sa vitalité B l'anarchisme doit chercher, en même temps, l'équilibre dans cette diversité et ce mouvement même.

La diversité et le mouvement sans équilibre, c'est le chaos. L'équilibre sans diversité ni mouvement, c'est la stagnation, la mort. *La diversité et le mouvement en équilibre, telle est la synthèse de la vie.* L'anarchisme doit être varié, mouvant et, en même temps, équilibré, synthétique, uni. Dans le cas contraire, il ne sera pas vital.

4. Notons, enfin, que le vrai fond de la diversité et du mouvement de la vie (et partant de la synthèse) est *la création*, c'est-à-dire la production constante de nouveaux éléments, de nouvelles combinaisons, de nouveaux mouvements, d'un nouvel équilibre. La vie est une diversité *créatrice*. La vie est un *équilibre dans une création ininterrompue*. Par conséquent, aucun anarchiste ne pourrait prétendre que *son* courant est la vérité unique et constante, et que toutes les autres tendances dans l'anarchisme sont des absurdités. Il est, au contraire, absurde qu'un anarchiste se laisse engager dans l'impasse d'une seule petite *vérité, la sienne*, et qu'il oublie ainsi la grande vérité réelle de la vie : la création perpétuelle de formes nouvelles, de combinaisons nouvelles, d'une synthèse constamment renouvelée.

La synthèse de la vie n'est pas stationnaire : elle crée, elle modifie constamment ses éléments et leurs rapports mutuels.

L'anarchisme cherche à participer, dans les domaines qui lui sont accessibles, aux actes créateurs de la vie.

Par conséquent, il doit être, dans les limites de sa conception, large, tolérant, synthétique, tout en se trouvant en mouvement créateur.

L'anarchiste doit observer attentivement, avec perspicacité, tous les éléments sérieux de la pensée et du mouvement libertaires.

Loin de s'engouffrer dans un seul élément quelconque, il doit chercher l'équilibre et la synthèse de tous ces éléments donnés.

Il doit, de plus, analyser et contrôler constamment sa synthèse, en la comparant avec les éléments de la vie elle-même, afin d'être toujours en harmonie parfaite avec cette dernière. En effet, la vie ne reste pas sur place, elle change. Et, par conséquent, le rôle et les rapports mutuels de divers éléments de la synthèse anarchiste ne resteront pas toujours les mêmes : dans divers cas, ce sera tantôt l'un, tantôt l'autre de ces éléments qui devra être souligné, appuyé, mis en action.

Quelques mots sur la *réalisation concrète* de la synthèse.

1. Il ne faut jamais oublier que la réalisation de la révolution, que la création des formes nouvelles de la vie incomberont non pas à nous, anarchistes isolés ou groupés idéologiquement, mais *aux vastes masses populaires* qui, seules, seront à même d'accomplir cette immense tâche destructive et créatrice. Notre rôle, dans cette réalisation, se bornera à celui d'un ferment, d'un élément de concours, de conseil, d'exemple. Quant aux formes dans lesquelles ce processus s'accomplira, nous ne pouvons que les entrevoir

très approximativement. Il est d'autant plus déplacé de nous quereller pour des détails, au lieu de nous préparer, d'un élan commun, à l'avenir.

2. Il n'est pas moins déplacé de réduire toute l'immensité de la vie, de la révolution, de la création future, à de petites idées de détail et à des disputes mesquines. Face aux grandes tâches qui nous attendent, il est ridicule, il est honteux de nous occuper de ces mesquineries. Les libertaires devront s'unir sur la base de la synthèse anarchiste. Ils devront créer un mouvement anarchiste uni, entier, vigoureux. Tant qu'ils ne l'auront pas créé, ils resteront en dehors de la vie.

Dans quelles formes concrètes pourrions-nous prévoir la réconciliation, l'unification des anarchistes et, ensuite, la création d'un mouvement libertaire unifié ?

Nous devons souligner, avant tout, que nous ne nous représentons pas cette unification comme un assemblage *mécanique* des anarchistes de diverses tendances en une sorte de camp bigarré où chacun resterait sur sa position intransigeante. Une telle unification serait non pas une synthèse mais un chaos. Certes, un simple rapprochement amical des anarchistes de diverses tendances et une plus grande tolérance dans leurs rapports mutuels (cessation d'une polémique violente, collaboration dans des publications anarchistes, participation aux mêmes organismes actifs, etc., etc.) seraient un grand pas en avant par rapport à ce qui se passe actuellement dans les rangs libertaires. Mais nous considérons ce rapprochement et cette tolérance comme, seulement, *le premier pas vers la création de la vraie synthèse anarchiste et d'un mouvement libertaire unifié*. Notre idée de la synthèse et de l'unification va beaucoup plus loin. Elle prévoit quelque chose de plus fondamental, de plus *organique*.

Nous croyons que l'unification des anarchistes et du mouvement libertaire devra se poursuivre, parallèlement, en deux sens, notamment :

! Il faut commencer immédiatement un travail *théorique* cherchant à concilier, à combiner, à synthétiser nos diverses idées paraissant, à première vue, hétérogènes. Il est nécessaire de trouver et de formuler dans les divers courants de l'anarchisme, d'une part, tout ce qui doit être considéré comme faux, ne coïncidant pas avec la vérité de la vie et devant être rejeté ; et, d'autre part, tout ce qui doit être constaté comme étant juste, appréciable, admis. Il faut, ensuite, combiner tous ces éléments justes et de valeur, en créant avec eux un ensemble synthétique (c'est surtout dans ce premier travail préparatoire que le rapprochement des anarchistes de diverses tendances et leur tolérance mutuelle pourraient avoir la grande importance d'un premier pas décisif). Et, enfin, cet ensemble devra être accepté par tous les militants sérieux et actifs de l'anarchisme comme base

de la formation d'un organisme libertaire uni, dont les membres seront ainsi d'accord sur un ensemble de thèses fondamentales acceptées par tous.

Nous avons déjà cité l'exemple concret d'un tel organisme : la confédération *Nabat*, en Ukraine. Ajoutons ici à ce que nous avons déjà dit plus haut que l'acceptation par tous les membres du *Nabat* de certaines thèses communes n'empêchaient nullement les camarades de diverses tendances d'appuyer surtout, dans leur activité et leur propagande, les idées qui leur étaient chères. Ainsi, les uns (les syndicalistes) s'occupaient surtout des problèmes concernant la méthode et l'organisation de la révolution ; les autres (communistes) s'intéressaient de préférence à la base économique de la nouvelle société ; les troisièmes (individualistes) faisaient ressortir spécialement les besoins, la valeur réelle et les aspirations de l'individu. Mais la condition obligatoire d'être accepté au *Nabat* était l'admission de tous les trois éléments comme parties indispensables de l'ensemble et le renoncement à l'état d'hostilité entre les diverses tendances. Les militants étaient donc unis d'une façon *organique*, car, tous, ils acceptaient un certain ensemble de thèses fondamentales. C'est ainsi que nous nous représentons l'unification concrète des anarchistes sur la base d'une synthèse des idées libertaires théoriquement établie.

! Simultanément et parallèlement au dit travail théorique, devra se créer *l'organisation unifiée* sur la base de l'anarchisme compris synthétiquement.

Pour terminer, soulignons encore une fois que nous ne renonçons nullement à la diversité des idées et des courants au sein de l'anarchisme. Mais il y a diversité et diversité. Celle, notamment, qui existe dans nos rangs aujourd'hui est un mal, est un chaos. Nous considérons son maintien comme une très lourde faute. Nous sommes d'avis que la variété de nos idées ne pourra être et ne sera un élément progressif et fécond qu'au sein d'un mouvement *commun*, d'un organisme uni, édifié sur la base de certaines thèses générales admises par tous les membres et sur l'aspiration à une synthèse.

Ce n'est que dans l'ambiance d'un élan commun, ce n'est que dans les conditions de recherches de thèses justes et de leur acceptation, que nos aspirations, nos discussions et même nos disputes auront de la valeur, seront utiles et fécondes (c'était précisément ainsi au *Nabat*). Quant aux disputes et aux polémiques entre de petites chapelles prêchant chacune sa vérité unique, elles ne pourront aboutir qu'à la continuation du chaos actuel, des querelles intestines interminables et de la stagnation du mouvement.

Il faut discuter *en s'efforçant de trouver l'unité féconde*, et non pas d'imposer à tout prix sa vérité contre celle d'autrui. Ce n'est que la

discussion du premier genre qui mène à la vérité. Quant à l'autre discussion, elle ne mène qu'à l'hostilité, aux vaines querelles et à la faillite.

Voline

L'Encyclopédie Anarchiste, 1934

ANNEXE

Pour l'anarchisme !

L'anarchisme, c'est d'abord une **énergie**, une énergie individuelle qui se dresse face à tous les pouvoirs et à toutes les hiérarchies, en les remettant toujours en cause. Une énergie et une capacité individuelle qui en se fédérant avec d'autres, en se collectivisant, permet de créer et de développer des utopies en acte, de changer *son* monde et parfois *le* monde.

L'anarchisme, c'est une **révolte** contre tous les intolérables. Une révolte contre un système politique et économique foncièrement inégalitaire qui loin de gommer les injustices sociales ne fait que les accentuer : *les riches toujours plus riches, les pauvres toujours plus pauvres*.

C'est une révolte contre une organisation *cannibale* du monde où, pendant qu'une petite minorité d'humains consomment à s'en éclater la panse... et la planète, la majorité de l'humanité se retrouve dans une situation de précarité et de survie telles qu'ils ne sont jamais en capacité de pouvoir exercer *effectivement* le contenu des grands discours hypocrites sur les droits de l'homme dont les *humanitaires* nous rebattent les oreilles.

L'anarchisme, c'est ensuite une **critique**. Le développement d'un esprit critique radical qui se construit dans chaque individu, *personnellement*, et dans tous les individus *en tant que masses*. C'est la construction d'une culture de résistance active à tous les pouvoirs qui, par définition, deviennent un jour ou l'autre, des *abus de pouvoir*. Une apologie de l'insoumission qui soit à ce point partagée par tous les citoyens qu'en aucun cas des aventures totalitaires comme celles que nous avons connues en

Allemagne nazie ou en Russie bolchévique, ne soient plus jamais possibles.

La **critique sociale** telle que nous la prôtons, c'est une éducation permanente à la désobéissance civile face à toutes les autorités, face à tous les États. Ce que nous appelons *l'action directe*, c'est la mise en acte des choix éthiques de nos consciences contre le respect des normes, fussent-elle coulées dans des lois.

Nous refuserons toujours de respecter des règles qui organisent le fait accompli de l'injustice et de l'intolérable.

L'originalité première de l'anarchisme est sans doute d'avoir enrichi la critique marxiste de l'exploitation économique d'une critique anti-autoritaire de la domination.

Les anarchistes combattent toutes les oppressions, qu'elles soient économique, politique, sociale, sexuelle ou culturelle. Ils combattent toutes les relations de pouvoir c'est-à-dire aussi, surtout, dans les relations du quotidien entre les hommes et les femmes, entre les enfants et les adultes, entre les jeunes et les vieux...

Mais l'anarchisme, ce n'est pas que le refus de la domination et de l'exploitation, c'est aussi **un projet** : la recherche d'un nouvel équilibre entre la quête du *bonheur individuel* et l'*harmonie collective*. L'élaboration d'une nouvelle synthèse qui permette tout à la fois la liberté absolue de l'individu, tant qu'il ne nuit pas à un autre individu, et des relations collectives enfin vécues sur le mode de l'égalité, de la fraternité et de la solidarité.

Loin de la vision égocentrique et égoïste des libéraux, nous affirmons que l'homme est d'abord, et avant tout, un être social et que pour accéder au bonheur, il a besoin de vivre des relations épanouissantes avec ses sœurs et ses frères humains.

Toujours aussi synthétique, notre compagnon Bakounine, ce camarade vitamine, résumait cette exigence en un formule percutante : *Je ne suis vraiment libre que si tous les hommes sont libres*. Une idée que l'on peut décliner à l'infini : *Ma liberté n'est pas complète si un seul humain sur la terre est victime de l'oppression* ou, contrairement à la formule libérale qui fait de la liberté du voisin un obstacle au développement de sa propre liberté : *La liberté de l'autre prolonge, protège, consolide et garantit la mienne à l'infini...*

Vous l'aurez compris, par-delà la critique radicale du système économico-politique dans lequel on nous fait vivre, l'anarchisme est aussi *une force de proposition, une alternative de vie et de société.*

Son projet organisationnel se déploie dans le *fédéralisme libertaire* qui, associant les autonomies, permet la libre association des Égaux. Loin des systèmes hiérarchisés et autoritaires, c'est alors en autogestion que les citoyens, enfin responsables et acteurs de leur vie gèrent les affaires de la cité. Supprimons les podiums, tous sur la même marche. *Ni dieu ni maître !*

Dans le système capitaliste actuel, le **pouvoir économique et social** est centralisé entre les mains de quelques propriétaires ou (délégués de propriétaires) des moyens économiques et financiers.

C'est le règne de la **servitude volontaire** comme la nommait La Boétie. *Tu as besoin de manger, j'achète ta force de travail (le moins cher possible), et ton obéissance, et tu travailles pour moi. Tu as besoin de consommer, je te vends de la mal-bouffe en réalisant le plus grand bénéfice possible.*

Avez-vous déjà vu des travailleurs voter pour élire leur patron ou leur chef de service ?

Par-delà les grands discours pontifiants sur la démocratie, l'entreprise, et, plus généralement le lieu de travail, est l'endroit le plus anti-démocratique, le plus totalitaire qui puisse exister. On n'y décide pas en fonction du principe démocratique universel : *un humain égale une voix*, mais en fonction de l'arithmétique : un humain égale quelle puissance économique ? combien de zéros sur le compte en banque ?

Tant qu'il n'y aura pas d'égalité économique et sociale, l'égalité politique sera un mensonge disait toujours notre camarade Bakounine.

Dans les démocraties parlementaires, le **pouvoir politique** est lui kidnappé par les professionnels de la représentation. Ils s'auto-désignent et se cooptent pour truster les places en ordre utile sur les listes électorales et nous font la charité de pouvoir leur signer un chèque en blanc. Nous sommes les "maîtres" du jeu pendant quatre secondes, *ils seront nos maîtres pendant quatre ans*. Pendant ces quatre secondes, ils nous obligent à pratiquer la démocratie en cachette, dans le secret des "isoloirs". À voter comme on va aux toilettes, dans la discrétion. Et puis, ils nous somment de nous retenir pendant quatre ans avant de pouvoir reprendre notre petite place, magnanimement concédée dans la file, tout sourire pour la dame Pipi de la démocratie, et de déposer notre résignation dans la soucoupe avec un merci de reconnaissance et un air légèrement constipé.

Il faut élire, nous dit-on, car il n'y a pas le choix.

Si les élections pouvaient vraiment changer la vie, il y a longtemps qu'elles seraient interdites affirme très justement une affiche du journal Alternative Libertaire.

Mandater au lieu de se faire représenter. Dans la démocratie directe à laquelle nous aspirons, ce pouvoir confisqué, enfin redistribué, reviendrait à chacun d'entre nous, à ce point jaloux de son autonomie qu'il ne déléguerait plus de mandats qu'impératifs et sous le contrôle permanent des mandants. La démocratie est enfin remise sur ses pieds. En lieu et place de ce qui se passe aujourd'hui, où ce sont les élus qui se considèrent comme les propriétaires des voix des électeurs, ce sont enfin les mandants qui reprennent le gouvernail et contrôlent les mandataires. Les mandats ne devenant que des fonctions techniques d'application des décisions collectives. Des mandataires contrôlés en permanence par les citoyens. La gestion des affaires de la Cité pour les citoyens et par les citoyens.

Pour tendre vers ces ambitieux objectifs, les anarchistes agissent quotidiennement. Ils sont de tous les combats de ce temps, des sans-papiers aux collectifs de chômeurs, de la renaissance du mouvement social au refus de la mondialisation capitaliste...

Ils créent et animent des alternatives sociales qui préfigurent la société libertaire à laquelle ils aspirent, des écoles alternatives aux collectivités agricoles en passant par les nouvelles formes d'échanges et de production...

Pour agir ensemble, les anarchistes s'organisent, en général d'abord dans le groupe local puis fédèrent les groupes en des organisations plus larges.

Ils s'expriment chaque fois que cela leur est possible en prenant la parole en public, en éditant des journaux, des livres, des brochures. Ils alimentent le débat public et la réflexion d'un nombre de plus en plus important de citoyens révoltés qui s'interrogent sur le sens de cette course vers le vide où nous mène le pillage actuel des ressources humaines et naturelles de la planète.

Ils agissent au quotidien et contribuent, chaque fois que cela leur est possible, à l'auto-organisation et à l'autonomisation du mouvement social.

Ils luttent tout à la fois **contre** le système autoritaire et **pour** dessiner les contours d'une alternative de vie et de société.

Roger Noël - Babar

LA POLICE UNIQUE, UN DANGER POUR LA DÉMOCRATIE ET POUR LES CITOYENS

Avant la mise en place de la police unique, il existait plusieurs corps de police : les polices communales ; les polices rurales ; la police judiciaire ; la police fluviale ; la gendarmerie.

Lorsque l'on était molesté par l'une d'entre elles, on avait encore la possibilité de porter plainte auprès d'une autre.

Maintenant, c'est terminé. Si vous êtes, par malchance, matraqué dans le bâtiment 1 de la police unique, n'allez pas dans le bâtiment 2 car vous risqueriez double ration. Du nord au sud, de l'est à l'ouest du pays, ce sera toujours la même police qui vous recevra, bien ou mal, plutôt mal que bien.

Terminé les "bavures", les dysfonctionnements... Mon œil! Certains optimistes me diront que maintenant, les futurs policiers devront suivre un écolage de plusieurs mois et qu'ils seront plus aptes à gérer les situations litigieuses se présentant à eux. À ceux-là, je réponds : foutaise. Ils subiront, que dis-je, ils subissent déjà des lavages de "cerveau" qui font d'eux (êtres humains quand même) de véritables robot cops d'où s'évapore la notion de prévention au profit de la répression. On leur a déjà martelé le cerveau à la pratique de la tolérance zéro.

Dans le cas de manifestations légitimes des travailleurs ou de collectifs de citoyens un peu trop exubérants au goût du pouvoir, le code pénal inventera un nouvel article sur la légitime défense (la légitime défense doit être proportionnelle à l'attaque). Ce sera : "l'illégitime attaque du pouvoir contre nos droits élémentaires pourra être disproportionnelle à la légitime défense de nos droits"...

Si nous en sommes arrivés à cette situation, n'oublions pas que des événements du passé auront généreusement servi à l'état actuel de la politique dans le merveilleux royaume de Belgique. Je n'en citerai que deux, encore frais dans les mémoires :

Les tueries du Brabant wallon qui ont eu pour unique conséquence le renforcement de la gendarmerie, en hommes et en matériel. Cette dernière le réclamait à corps et à cris depuis plus de dix ans. Mais les auteurs courent toujours et mourront de leur belle mort, nantis d'un solide pactole, pour services rendus. À qui?

L'affaire Julie et Melissa(dont je salue fraternellement ici les parents). Une enquête plus que bâclée où des enfants ont atrocement perdu la vie ; la création d'une commission qui a quand même servi à révéler les "dysfonctionnements", volontaires ou involontaires (?) ; les gifles données aux familles lorsqu'elles apprennent, après les souffrances déjà endurées, que ceux qui auraient pu sauver la vie de leurs enfants sont montés en grade dans la gendarmerie...

Lorsque j'étais gosse, mes parents comme mes profs me disaient que si je faisais des efforts, je serai récompensé. En cas contraire, je serai privé de récompenses.

Dans cette affaire, cependant, il y a encore eu d'autres bénéficiaires : par exemple, le président de la commission à qui la télé a servi de pub électoraliste de première bourre. Il en est même devenu ministre de la justice. Autre bénéficiaire, la gendarmerie qui a enfin réussi ce qu'elle attendait depuis 50 ans : une police unique, fédérale ou non, avec la mainmise, occulte ou non, sur tous les reliquats des autres anciens corps de police. On me dira que la Belgique est une démocratie. Je répondrai que la Belgique est une démocratimerdie. La démocratie, et je ne peux parler que du pays où je vis, c'est la fine, la très fine couche multicolore politique, qui recouvre une couleur d'un brun sale, couleur qui me rappelle que c'est contre elle que mes parents ont combattu dans la résistance durant la seconde guerre mondiale.

Je ne peux cependant pas terminer cet article sans écrire quelques lignes sur la grande marche blanche qui a eu lieu après les tragiques

événements des enfants assassinés ou disparus. Je sais que dans la symbolique religieuse, le blanc est signe de pureté et qu'on l'associe facilement à l'enfance. Mais permettez-moi (car je suis athée) et avec le respect que je dois aux 300.000 manifestants, que dans les guerres dont les livres d'histoire nous rappellent d'autres terribles souvenirs, le drapeau blanc était un signe de reddition. Je sais aussi que, aujourd'hui encore, des comités comme celui de Julie et Melissa continuent à se battre contre un système oppressant, un pouvoir liberticide qui, et je le déplore, ne leur apporteront jamais entière satisfaction dans leur recherche de la *vraie vérité*, comme disent les enfants dans leur naïveté. Mais dans un avenir (que je ne crois pas si utopiste que ça), au travers du monde, se lèveront des centaines de manifestations sous les drapeaux noirs, pour que les hommes et les femmes vivent enfin une vraie vie d'être humain. Nous pouvons tous, dès à présent, tout comme dans le passé, nous considérer en état de légitime défense sociale. À tous, je souhaite Liberté, Egalité, Fraternité.

Le Loup Noir, Groupe libertaire Anarquebuse, Liège

Dossier Police (Cécily Falla)

PROACTIVITE

Ni dans les années 70 ni au Moyen-Age, le mot " proactivité " n'avait encore été inventé: d'où la nécessité de définir précisément la chose.

L'inquisiteur (...) emploie une procédure d'enquête, c'est-à-dire qu'il cherche activement les hérétiques et ne se contente pas d'attendre qu'une plainte soit déposée pour provoquer l'action en justice. (Histoire intellectuelle de l'Occident médiéval, Jacques PAUL, éditions Armand Colin, 1973.)

La proactivité, c'est ratisser la population et ce n'est pas nouveau: c'était même révolu.

1^{ère} Partie

ALLOCHTONES, HOOLIGANS ET QUI ENCORE ?

En septembre 1999, le ministre de la justice, Marc VERWILGHEN, annonçait sa décision de confier à Marion VAN SAN, criminologue belge formé aux Pays-Bas, une étude sur " la relation entre origine allochtone et comportement criminel ". L'objectif déclaré du ministre de la justice était de permettre l'élaboration de dispositifs de prévention de la criminalité adaptés aux spécificités de la population issue de l'immigration... (Mon délit? Mon origine! Ouvrage collectif - De Boeck 2001)

Cela souleva un tollé à la Chambre et dans les médias. Tant qu'à faire, pourquoi ne pas étudier aussi le lien entre vote d'extrême-droite et identité flamande *en raison de la surreprésentation du vote d'extrême-droite en Flandre ? Bonne idée, non? Oui mais attendez: il faudra aussi aborder l'épineuse question de la relation entre identité wallonne et chômage, en raison de la surreprésentation des Wallons dans les statistiques du chômage* . Et tout ceci pour envoyer des formateurs rectifier de manière ciblée nos caractéristiques culturelles respectives. En voilà du travail pour les sociologues!

L'étude confiée par Marc VERWILGHEN à Marion VAN SAN souleva aussi l'opposition des intellectuels des universités. Celle-ci se fit sentir surtout parmi les intellectuels d'obédience catholique, le PSC étant passé dans l'opposition depuis les élections de juin 99. Des chercheurs, majoritairement issus de la KUL, de l'UCL, des facultés universitaires Saint-Louis de Bruxelles, avec un zeste d'ULB pour faire pluraliste, élaborèrent un ouvrage révélateur du visage que montrent les forces de l'ordre aux jeunes issus de l'immigration. Extraits dans l'article " ICI ON CHASSE! " .

Remarquez qu'aux dernières élections communales d'octobre 2000, les Bruxellois ont résolument tourné le dos à l'extrême-droite, et ceci après avoir connu dix ans de politique policière sécuritaire ciblée sur les " jeunes allochtones " ainsi que deux révoltes de ceux-ci en 1991 et 1997. Les Bruxellois ont exprimé le désir de vivre pacifiquement entre communautés d'origines différentes. Il y a bien trop de populations de toutes origines qui se côtoient quotidiennement dans cette ville, pour que les habitants puissent accorder la moindre confiance en un discours fauteur d'hostilités. L'extrême-droite fait davantage recette parmi ceux qui habitent assez loin des " allochtones " pour pouvoir se les représenter sous des traits fantasmatiques.

Cependant, Marc Verwilghen poursuit ses tentatives de faire passer des idées sécuritaires à l'encontre des jeunes des quartiers urbains pauvres. Le 10 janvier 2000, le ministre de la justice présenta au Conseil des ministres son " plan fédéral de sécurité ". Un premier volet de ce plan entendait donner une réponse judiciaire immédiate et musclée à la " petite délinquance urbaine ". Un second volet proposait une approche toute en douceur, non plus pénale mais administrative et " autorégulatrice ", de la " délinquance patrimoniale ", expression pudique pour désigner la criminalité en col blanc: corruption de fonctionnaires, fraude fiscale, infractions des entrepreneurs aux lois protectrices des travailleurs et de l'environnement. Jean-Claude PAYE commente: *Les différences dans le traitement des deux dossiers sont (...) caractéristiques de la forme d'organisation du pouvoir d'Etat qui est en construction. (Vers un Etat policier en Belgique? EPO 2000 p. 127)*

Ce " plan fédéral de sécurité " souleva lui aussi un tollé et Monsieur VERWILGHEN dut le faire revoir par son cabinet avant de le représenter au Conseil des ministres en juin 99. Il ressortit de ce remaniement assez émaillé de langue de bois pour être à peu près illisible, et fut pour cette raison adopté à l'unanimité par le Conseil des Ministres. La littérature y perd. Puisse la démocratie y gagner.

Le flop béni de la comparution immédiate

Gare! Poursuivant toujours l'idéal d'éradiquer la " petite délinquance urbaine " et le hooliganisme, le gouvernement a proposé et le parlement a adopté une loi du 28 mars 2000 " insérant une procédure de comparution immédiate en matière pénale " (MB 1 avril 2000 et ce n'est pas un poisson).

Teneur de cette loi: pour des cas de flagrant délit ou lorsque les preuves sont complètement réunies dans le mois qui suit l'infraction, on peut emprisonner immédiatement l'auteur, mener sa procédure au pas de charge et le juger au bout de sept jours d'emprisonnement, avec à la clé une peine de prison de dix ans au maximum. Inutile de préciser que cela se fait au prix d'un sérieux écornement des droits de la défense.

Le gouvernement assure que cette procédure ne visera que les délits commis individuellement ou en petites bandes, mais rien dans la loi qui l'organise n'exclut qu'elle puisse s'appliquer ultérieurement aussi à des actes commis pendant des manifestations, par exemple, et pas nécessairement dans le cadre des " groupes à risques " visés au départ.

La comparution immédiate existait déjà en France. En 1996, la procédure française avait fait l'objet d'une évaluation de la part des parlementaires belges qui, indignés, l'avaient rejetée. Le fait qu'elle soit adoptée maintenant, en ne présentant pas les mêmes garanties formelles que l'exemple français comme l'accord nécessaire du prévenu, traduit la dégradation rapide de l'Etat de droit en Belgique. (Jean-Clause Paye, Vers un Etat policier en Belgique? EPO 2000)

D'après Patrick Collignon, dans un article écrit sur le vif et paru au Journal des Tribunaux n°5967 du 22-29 avril 2000, le parlement belge a été pressé par le gouvernement d'adopter cette loi à toute allure avant l'Euro 2000, afin, disaient les membres du gouvernement, que les hooligans aient une épée de Damoclès suspendue au-dessus de leur tête et qu'ils ne provoquent pas d'accidents ni d'émeutes au cours des grandes dionysies de l'Euro 2000.

La procédure de comparution immédiate est aussi liberticide que la première version de la loi sur les organisations criminelles. Or, cette dernière a capoté à l'intervention de la société civile, tandis que la

première, elle, est passée sans encombre - votée par Ecolo, entre autres - et est entrée en vigueur telle quelle.

Heureusement, Monsieur Collignon nous promet qu'elle sera fort difficile à appliquer, car elle impose aux magistrats du parquet, aux juges et à leurs secrétariats respectifs un rythme de travail de type "hot line". A ce propos, *les travaux préparatoires font çà et là allusion à des tribunaux qui siègeraient le week-end...* Mais en voilà une bonne idée! Je dirai même plus: à quand les tribunaux à pause?

Pas à maintenant. Récemment, le Ministre de la Justice a annoncé à la radio qu'il avait "donné l'ordre" aux procureurs de ne plus recourir à cette procédure "pour l'instant", en attendant que de telles difficultés soient résolues... aussitôt les journalistes lui ont rappelé qu'un ministre (pouvoir exécutif) ne peut pas donner au pouvoir judiciaire (les procureurs) un ordre de ne pas poursuivre. M'enfin bon, quoi, bref, pour ainsi dire, en quelque sorte, on se comprend et quelque part, en tout cas pour l'instant, tout va très bien.

Une " bande organisée " en action

Si si, ça existe! Mais laissez-moi commencer par le début.

Au cours des grandes dionysies antiques, les esclaves avaient congé. Sans doute faut être moins que cela ou vivre en l'an 2000 pour devoir se lever à 5h30 du matin dans un quartier autorisé par l'Euro 2000 à hurler en rue jusqu'à 12h de la nuit. Et c'est le fruit de nombreuses révolutions sociales. "Liberté individuelle" cela s'appelle.

Et dans ce quartier si électrisé par l'Euro 2000, il y a bien sûr ceux qui crèvent les yeux avec leurs training kappa, leurs casquettes en bec de canard, leurs vestes bombers, leurs irrémédiables nike, leurs mobylettes calamiteuses, une bagnole martyrisée dont la sono dégueule on ne sais quoi se rapomorphe et puis leur façon d'aboyer tous les mots qu'ils se disent en ébauchant à une vitesse inquiétante quelques positions de combat comme s'ils couraient le risque imminent d'être attaqués par des êtres invisibles. C'est typiquement le délit de sale gueule mais bon, on n'a pas récupéré l'article 342 du code pénal laissé

vide pour y mettre le délit de sale gueule. Liberté individuelle, encore. (Pour plus d'infos sur le 342 CP, voir " MILITANTS et ORGANISATIONS CRIMINELLES ").

Ici on parle d'une bande organisée de petite délinquance urbaine. Qu'est-ce que c'est au juste, " petite délinquance urbaine "? C'est par exemple: enfouissement de vitres de voitures en stationnement dans le but de s'approprier une autoradio à mille balles, vols divers (réappropriations et agressions confondus), massacres de cabines téléphoniques et d'abris-bus qui ne leur ont rien fait... Justement, un jour vous apercevez une toute petite fraction de ceux qui présentent le look susmentionné, cinq ou six, qui sont occupés à inspecter les voitures une à une en plein jour au vu et au su de tous, de façon à apprendre aux passants à faire semblant de rien, de façon à leur apprendre que ce sont eux les maîtres du quartier. Façon mafia quoi! En effet, quand un passant fait mine de les regarder avec insistance et/ou d'interpeller les autres passants présents, les autres passants se débinent, mais la bande repère le citoyen zélé et il aura droit pendant les semaines et les mois suivants à se sentir menacé à l'occasion de chaque rencontre avec un de ses membres. Il faut absolument que personne de la bande ne connaisse son domicile, parce que généralement, les appartements du quartier ne sont pas prévus avec porte blindée (à la limite ça déstabiliserait les murs). Il ne faut pas non plus que par hasard une de ces rencontres fortuites en rue avec un membre de la bande ait lieu en l'absence d'aucun témoin: donc, éviter les ruelles trop peu animées, voire même les sorties nocturnes. Une nuit qu'on y déroge, on sent monter la tension intérieure à la rencontre fortuite d'une bande organisée de deux individus occupés à conchier la ville de tags prétendus artistiques; par bonheur, ils n'ont apparemment rien à voir avec les précédents.

Que faire? Il faut, paraît-il, avoir confiance en la police qui veille à la sécurité. Il faut y contribuer soi-même, à la sécurité. Il faut aller communiquer cela à la police. On aura peut-être des photos à regarder. Et si on n'est pas physionomiste? Et puis ils se ressemblent tous, ils crèvent les yeux et ça ne favorise pas l'analyse. Après, la police appréciera librement le degré de force probante de vos délations de bon citoyen et opérera un choix éclairé entre " l'impunité " et la massue.

Surtout vous prendrez l'habitude de dénoncer de derrière les rideaux et non à visage découvert! Sinon vous êtes idiot et responsable de ce qui peut vous arriver et les flics seront les premiers à vous le dire.

Qu'est-ce qu'on est rassuré et qu'est-ce qu'on est fier!

Stop! Pinçons-nous, on va se réveiller. Il y a l'intuition qu'un rien ferait retomber les menées de ladite bande comme un soufflé manqué. Que pour justifier l'attribution à la police de fonctions retirées ailleurs, on se fait peur avec l'ombre du teckel nain qui, projetée sur un mur de non-dialogue, ressemble un instant au grand méchant loup. Du coup, ces jeunes eux-mêmes se prennent pour le grand méchant loup, tout en espérant peut-être une autre définition, comme semble le prouver leur provocation. C'est une provocation en plein jour et dans une rue commerçante: c'est une provocation à la lâcheté et à l'indifférence de leurs concitadins des générations au-dessus. Et si c'était dans un village arabe, hein, qu'est-ce qui se passerait? Il y aurait un patriarche chenu qui lèverait sa canne en vociférant et tous les autres passants enchaîneraient et la bande déciderait de jouer à autre chose. Et si c'était dans un village belge, hein? Idem. Il n'y a que dans une ville sous contrat de sécurité qu'on s'invente des problèmes.

2^{ème} Partie

MILITANTS et ORGANISATIONS CRIMINELLES

A la fin des années 90, on a frôlé le passage en douce vers un régime politique tout simplement dictatorial. Le gouvernement a cherché à faire adopter par notre parlement démocratiquement élu tous les quatre ans, quelques projets de lois à donner froid dans le dos.

D'une part, le gouvernement aurait voulu qualifier des organisations à finalité politique ou syndicale d'"organisations criminelles" afin de rendre punissable d'amendes et/ou de prison toute appartenance ou

action de sympathisant à celles-ci. Et pour être qualifiée de " criminel ", il suffisait qu'un mouvement plus ou moins organisé ait pour objet l'opposition politique autonome, ou radicale, ou directe, ou citoyenne, appelez-cela comme vous voulez mais les projets de loi parlaient à leur propos d'" intimidation " ou " entrave au fonctionnement des pouvoirs publics ou des entreprises privées ".

Ce n'est pas tout. Pour renforcer l'effet insécurisant de cette première mesure à l'égard de tout militant ou sympathisant, le gouvernement a aussi voulu que la gendarmerie puis l'actuelle " police intégrée " puisse couvrir des populations entières qualifiées de " groupes cibles " ou de " groupes à risques " d'un système de renseignement systématique, donc susceptible de ficher et de contrôler des personnes qui n'ont rien à se reprocher et des organisations non-violentes. Les " groupes-cibles " que le gouvernement proposait à la vigilance inquisitoriale de notre nouvelle police monopolistique et moderne, étaient d'une part les jeunes allochtones, les hooligans (voir " ICI ON CHASSE " et l'autre article les concernant) et d'autre part les anars et autres " extrémistes " syndicaux ou politiques.

Qu'en est-il finalement de ces projets gouvernementaux? Qu'est-ce que le parlement a voté et à quoi s'est-il opposé? Que risquent actuellement les militants politiques et syndicaux?

J'ai extrait de l'ouvrage de Jean-Claude PAYE " Vers un Etat policier en Belgique? " EPO 2000 ce qui répond à ces questions.

PROACTIVITE et MINI-ENQUETE

Deux nouveautés potentiellement dangereuses résultent de la loi du 12 mars 1998 (MB 2 avril 98) relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction.

C'est cette loi qu'on appelle " le petit Franchimont ". Le gouvernement a claironné par la voie médiatique qu'elle était destinée à améliorer les droits de la victime au stade de l'instruction. Effectivement, dès qu'une instruction sera ouverte, elle aura accès à son dossier au même titre que l'inculpé et pourra, comme lui, soumettre une décision du juge

d'instruction au contrôle de la Chambre du conseil du tribunal ou de la Chambre des mises en accusation.

Oui mais! Cette loi permet de à la police, avec l'accord du procureur, de commencer une "mini-enquête" sans ouvrir une instruction! Et tant qu'aucune instruction n'est ouverte, ni la personne faisant l'objet de l'enquête ni ses victimes éventuelles n'ont de droit de regard sur leur dossier et elles n'auront même pas le droit de savoir si un tel dossier existe.

Il n'y aura plus que les arrestations, les perquisitions et certaines mesures de surveillance qui nécessiteront l'ouverture d'une instruction et donc le respect des droits des citoyens impliqués, c'est-à-dire ceux de la défense et ceux de la victime éventuelle de l'infraction.

Cette loi permet aussi aux forces de police, avec l'accord du procureur, d'enquêter sans qu'une infraction n'ait été commise. C'est l'enquête "proactive". Définition article 28 du "Petit Franchimont": *dans le but de permettre la poursuite d'auteurs d'infractions, l'enquête proactive consiste en la recherche, la collecte, l'enregistrement et le traitement de données et d'informations sur base d'une suspicion raisonnable que des faits punissables vont être commis ou ont été commis mais qui ne sont pas encore connus...*

Avant cette loi, il fallait qu'une infraction ait été commise et il fallait que tous les actes d'enquête y soient relatifs. On ne pouvait pas mettre sous surveillance des "groupes-cibles" "pour le cas où"... Ce qui ne voulait pas dire qu'on ne le faisait pas (voir "ICI ON CHASSE!") mais qu'au moins la police ne pouvait pas s'en vanter.

Grâce à la loi actuelle, toute la population ou n'importe quel "groupe cible" peut légalement faire l'objet d'un certain nombre de mesures d'enquête sans le savoir, ou en le sachant mais sans avoir de prise. C'est tout un pouvoir de renseignement qui est attribué à la police et au procureur.

Ceci n'est PAS un service de renseignement

Autre loi adoptée récemment par le parlement et potentiellement dangereuse: la Loi du 30 novembre 1998 (MB 18 décembre 98) sur les services de renseignement et de sécurité.

Cette loi a pour particularité de décider dans son article 2 que la nouvelle police unique ou intégrée n'est pas un services de renseignement, et que ses activités d'enquête ne seront donc pas soumises au contrôle du comité R du parlement, c'est-à-dire le comité parlementaire chargé du contrôle des services de renseignement. Jean-Claude PAYE en dit en substance: on serait ravi que la police new look ne soit effectivement pas un service de renseignement, mais puisqu'elle en est depuis que le " petit Franchimont " légalise l'enquête policière proactive, on aimerait autant que le comité R puisse au moins exercer son contrôle sur ses activités! (p. 113 et 97)

Par ailleurs, cette loi dit que les services de renseignement (donc la Sûreté de l'Etat) seront compétents relativement aux " organisations criminelles ".

Et quelle est la définition de " l'organisation criminelle " dans cette loi?

Ce sont, notamment, des organisations qui poursuivent un but exclusivement politique, idéologique, religieux, à condition qu'elles poursuivent ce but au moyen de " menaces ", d'" intimidations " (des grèves et des manifestations en sont) ou de " terrorisme " (au sens très large, c'est-à-dire les menaces, les intimidations ou les destructions de biens) ou que leurs activités aient des conséquences déstabilisantes sur le plan politique ou socio-économique ...

Extraits des articles 7 et 8 de la loi sur les services de renseignement:
On entend par activité qui menace ou pourrait menacer: toute activité, qui peut avoir un rapport avec l'espionnage, l'ingérence, le terrorisme, l'extrémisme, la prolifération, les organisations sectaires nuisibles, les organisations criminelles en ce compris la diffusion de propagande, l'encouragement et le soutien direct ou indirect.

(...) Terrorisme: le recours à la violence à l'encontre de personnes ou d'intérêts matériels, pour des motifs idéologiques ou politiques, dans le

but d'atteindre ses objectifs par la terreur, l'intimidation ou les menaces.

(..) Extrémisme: les conceptions ou les visées racistes, xénophobes, anarchistes, nationalistes, autoritaires ou totalitaires qu'elles soient à caractère politique, idéologique, confessionnel ou philosophique, contraires, en théorie ou en pratique, aux principes de la démocratie.

Bref, cette définition élastique vise à qualifier d'" organisation criminelle " non seulement les anarchistes mais aussi toute résistance sociale, toute opposition politique radicale. En fait, cette loi donne comme objet aux services de renseignement toute la société civile pour peu qu'elle s'impose dans le débat politique.

Mais il ne faut pas dramatiser. Cette loi se contente de dire que tous ces gens et ces organisations sont fichables à la Sûreté, et ceci sous la surveillance du comité R du Parlement. Cette loi ne dit pas qu'ils sont punissables, ni fichables au fichier central contrôlé par gendarmerie ou la future police unique.

De JUSTESSE !

C'est surtout en juin 97 que l'Etat belge a failli recevoir du Parlement les moyens d'une politique parfaitement dictatoriale. Le gouvernement avait l'intention de rendre punissable toute adhésion à une " organisation criminelle " définie de la même façon que dans la loi sur les services de renseignement et de sécurité, c'est-à-dire y compris des mouvements à finalité syndicale ou politique. Le 7 juin 97, la Chambre adopta le projet de loi gouvernemental en ce sens, visant à insérer un article 342 dans le code pénal, sans apparemment se rendre compte de la gravité de l'affaire. Seuls les députés écolo et VU s'y opposèrent.

Ensuite ce fut une petite manifestation de 200 personnes devant l'immense palais de justice de Bruxelles. " Contre l'article 342... " Cela demeurait abstrait et hermétique au grand nombre. Nous n'étions donc que 200, transis dans les courants d'air face à un gigantisme qui nous narguait, et quand nous ne fûmes que trois ou quatre, avec des fanions rouges-noirs repliés, à attendre notre chauffeur qui tardait, quelques

policiers fondirent sur nous pour un contrôle d'identité. Le contrôle d'identité, c'est une spécialité bruxelloise. Ils n'avaient sans doute pas assez d'" allochtones " à se mettre sous la main ce jour-là.

Bref nous étions deux cent et assez découragés, mais à l'instigation de la Ligue des droits de l'être humain, et suivant l'avis très incisif du Conseil d'Etat, le Sénat se réveilla, rejeta le projet d'article 342 du Code pénal, réexpédia à la Chambre sa copie avec un zéro pointé. Là, de discussion en amendement, l'article 342 devint un article 324 bis légèrement différent du premier.

324bis: Constitue une organisation criminelle l'association structurée de plus de deux personnes, établie dans le temps, en vue de commettre de façon concertée, des crimes et délits punissables d'un emprisonnement de trois ans ou d'une peine plus grave, pour obtenir, directement ou indirectement, des avantages patrimoniaux, en utilisant l'intimidation, la menace, la violence, des manoeuvres frauduleuses ou la corruption ou en recourant à des structures commerciales ou autres pour dissimuler ou faciliter la réalisation de ces infractions.

Une organisation dont l'objet réel est exclusivement d'ordre politique, syndical, philanthropique, philosophique ou religieux ou qui poursuit exclusivement tout autre but légitime ne peut, en tant que telle, être considérée comme une organisation criminelle au sens de l'alinéa 1er.

Sont soulignées, les différences entre feu le 342 et le nouveau 324 bis. C'est fait! Une loi du 10 janvier 1999 (MB 26 février 99) relative aux organisations criminelles a introduit le 324 bis dans le code pénal. Analysons.

Comme l'article 342, l'article 324 bis est suivi d'un 324 ter qui définit et incrimine l'appartenance à ladite organisation criminelle, y compris un coup de main à ses activités licites, une simple activité de propagande, tout acte d'aide ou d'adhésion...par exemple s'abonner à la revue de l'organisation... Cet article crée donc un délit d'appartenance, c'est-à-dire exactement ce à quoi nos profs de droit nous avaient appris il y a une dizaine d'années à reconnaître un " Etat non démocratique ". Or les mêmes profs, en été et automne 97, ont refusé de cautionner la

pétition contre l'article 342 du code pénal en projet, que je leur avais envoyée. Ils m'ont dit qu'ils ne pouvaient pas prendre position sur le plan politique. Ils ont peut-être la mémoire plus courte que leurs élèves.

Ceci dit, pour les militants, le maintien du " délit d'appartenance " est un moindre mal car de 342 à 324 bis, le danger a été neutralisé. Voici comment.

Imaginons un collectif d'inspiration anarchisante se spécialisant dans la défense des chômeurs et réalisant des occupations de l'ONEM au cours desquelles il se pourrait bien que soient commis, par dérapage ou intentionnellement dans la poursuite d'un but de sabotage ou d'autre action directe, des délits contre les biens punissables d'un emprisonnement de trois ans. A propos de ces actions, le discours que tient le collectif à l'intention des médias et de toute la société est le suivant, même si certains éléments du collectif ne sont pas d'accord et que cela réveille le sempiternel débat entre réformisme ou révolution: " C'est dommage d'en arriver là, mais c'est visiblement indispensable pour secouer les médias, les syndicats, les parlementaires et pour faire obéir nos représentants à ce que nous voulons légitimement et pour défendre notre vie (voir notamment " A propos de quelques suicides ", AL n°234). Nous les citoyens ne pouvons nous contenter de voter, à moins de désirer nous faire bouffer par les loups avec la bénédiction des agneaux sensés nous représenter... " Mais assez blablaté, voici que ladite action directe a été commise et que la police unique, suivie du parquet, brandissent contre plusieurs membres ou sympathisants leur appartenance à une " organisation criminelle "...

Eh bien, en tant que membre ou sympathisant de ce groupe, on peut plaider que ce groupe ne poursuit pas de finalité patrimoniale, qu'il s'agisse d'une association de fait ou même s'il s'agissait d'une ASBL. Il poursuit bien, entre autres, une finalité patrimoniale pour toute la classe de chômeurs qu'il défend, mais cela se confond avec une finalité syndicale (amélioration des conditions d'existence des travailleurs) et politique (une société dans laquelle les gens sont plus libres). Ce groupe illustre donc la dernière phrase de l'article 324 bis. Et dès lors que notre collectif n'est pas une organisation criminelle, seuls seront

responsables de la dégradation aux biens, ceux qui l'ont commise. Comme la charge de la preuve en droit pénal repose sur les magistrats accusateurs (le procureur) et sur les victimes éventuelles (parties civiles, en l'hypothèse l'ONEM), qu'ils prouvent qui a fait quoi.

Happy end pour le collectif et ses sympathisants.

En principe cela signifie aussi que l'enquête proactive effectuée par la police unique à l'égard des groupes idéologiques autonomes et radicaux, dont les anars et différents collectifs, est illégale.

Conclusion

On peut dire que le parlement a enfin et de justesse fait son boulot, et ceci grâce à du remue-ménage dans la société civile, appuyé par une intervention insistante de la Ligue des droits de l'être humain, et convergeant avec l'avis d'une institution restée apparemment au-dessus des modes: le Conseil d'Etat.

Le résultat, c'est qu'en tant que membres ou sympathisants de collectifs ou de mouvements syndicalement ou politiquement radicaux, ou autonomes, ou révolutionnaires ou citoyens, on est éventuellement fichables par la Sûreté sous le contrôle du comité R du parlement, si vraiment ils n'ont rien d'autre à faire ou si jamais on avait l'honneur d'intimider vraiment; mais on n'est pas poursuivable, pas punissable, pas menacé et en principe même pas fichable ni enquêtables proactivement par la police unique. Cela ne veut pas dire qu'on ne le sera pas mais cela signifie qu'elle ne pourra pas s'en vanter. Gardons la présente argumentation dans un coin de la tête.

3^{ème} Partie

ICI ON CHASSE !

Entre 1996 et 1999, certains chercheurs de l'unité de criminologie de l'UCL sont allés observer *par immersion* pendant quelques mois le travail

quotidien d'une brigade de gendarmerie bruxelloise. Leur démarche a consisté à *fouerrer leur nez partout*, à la manière des ethnologues débarquant dans quelque tribu exotique. Ils ont accompagné les gendarmes en patrouille ou en planque, discuté avec eux de leur travail, assisté à des interrogatoires, consulté les documents internes tels que procès-verbaux, directives ou fichiers.

(Vincent FRANCIS, L'étranger, objet de toutes les attentions: étude des pratiques de ciblage policier. p.187 à 199 de l'ouvrage collectif Mon délit? Mon origine, Editions De Boeck 2001)

Les chercheurs se sont rendus compte que:

- 1) Les gendarmes interpellent, contrôlent, fouillent et surveillent bien plus souvent les jeunes d'origine maghrébine que toutes les autres composantes de la population bruxelloise;
- 2) Ce ciblage ne s'explique pas uniquement par des idées racistes. Même les gendarmes qui récusent tout racisme se comportent ainsi.

Fondamentalement, cette recherche jette une lumière crue sur les effets de l'approche proactive des services de police.

Non seulement la brigade de gendarmerie observée mais aussi la police communale a expérimenté les dérapages et les dangers de la proactivité.

(Voir point 5 ci-après et l'article de Christine SHAUT, Les contrats de sécurité, p. 135-156 du même ouvrage)

1 Présentation de la brigade observée

La gendarmerie a été démilitarisée en 91 et a reçu les mêmes fonctions que la police: des fonctions de police judiciaire (recherche et poursuite d'auteurs d'infractions) et de police administrative (maintien de l'ordre sur la voie publique). Elle est devenue un service parallèle à celui de la police et en un sens concurrent.

Sa structure est pyramidale: *au sommet, l'état-major général, à un niveau intermédiaire, le district, et à la base, les brigades, unités en contact permanent avec la population. Le district de Bruxelles comprend dix brigades territoriales et une brigade de recherche (BSR) chargée de la recherche des crimes et délits les plus graves.*

La brigade observée est une des dix brigades territoriales.

Dans cette brigade étaient organisés trois services de patrouille: deux services permanents, quotidiens, et un service dit " bandes organisées " qui était organisé une fois par semaine, en soirée.

Les chercheurs ont accompagné les services de patrouille. Voyons d'abord les patrouilles permanentes.

2 Quand les gendarmes s'ennuient

Officiellement, le service de patrouille est chargé de trois missions: *la réaction, la proaction et la dissuasion.* Mais en réalité il ne fait presque jamais de *réaction*, car *les demandes d'intervention de la population que reçoit le service 101 sont (...) dispatchées vers les services d'intervention de la police communale.* C'est donc la police qui va constater les accidents, les agressions, les infractions, les suicides et les décès, calmer une bagarre de café ou une dispute de famille, etc..., suite aux appels de la population.

Dépourvues de cet important morceau, les brigades de gendarmerie *n'ont qu'une chose à faire: patrouiller selon un plan de route plus ou moins contraignant. Cela engendrerait rapidement un profond sentiment d'ennui si les patrouilleurs ne s'octroyaient pas eux-même une charge de travail supplémentaire...*

Certains se contentent de patrouiller. Mais que ça fait fonctionnaire! D'autres passent leur temps à contrôler les plaques d'immatriculation en quête de voitures volées. Bon, on se sent déjà un peu plus utile. Cependant, *la plupart optent pour une activité très valorisée au sein de la brigade et emblématique de la " culture d'entreprise " (...) qui pourrait se résumer à: " Ici on chasse, on fait du judiciaire! ". (...) "*

Faire du judiciaire " signifie rechercher les infractions et en rassembler les preuves en vue d'approvisionner le système pénal. " chasser " renvoie, en outre, au caractère proactif de la technique utilisée à cette fin. Bien que cet esprit ne soit plus, depuis la fin des patrouilles ABT (anti-banditisme et terrorisme, dissoutes en 90), encouragé par les responsables hiérarchiques, il est très présent chez les jeunes gendarmes qui entendent les anciens en parler avec nostalgie. Dans ce contexte, l'activité la moins valorisée reste celle qui consiste à " faire du social ", ce que nous pourrions résumer par " rendre service à la population ". Une telle attitude est souvent l'objet de railleries.

3 La conscience du harcelé

Qui chasse-t-on? L'étranger en séjour illégal. Une personne signalée à rechercher. Une personne en possession d'armes, de drogue ou au volant d'une voiture volée... Le hic, c'est qu'on ne peut pas *chasser* toute la population. Alors, forcément, on cible des gens qui ont l'air suspect. On le fait de trois manières différentes.

Premièrement, on provoque. En effet, *les comportements suspects (...)* n'apparaissent la plupart du temps que lorsqu'ils sont suscités par des techniques policières bien rôdées, pour les patrouilleurs, à (...) passer lentement à hauteur d'une personne en la fixant dans les yeux; à freiner brusquement ou accélérer à hauteur d'une personne ou d'un groupe; à effectuer une marche arrière rapide en direction d'une personne ou d'un groupe ou encore à enclencher une fraction de seconde la sirène. Les réactions jugées suspectes, suscitées par ces diverses techniques, peuvent être: le changement d'orientation; la fuite (...) l'abandon (...) de stupéfiants " mais aussi " le faux semblant " (demander un renseignement) qui consiste à faire croire aux patrouilleurs que ceux-ci ne représentent pas une menace. C'est large comme éventail de comportements suspects... comment ne pas en avoir face aux provocations susmentionnées?

Deuxièmement, les patrouilleurs ne provoquent pas n'importe qui, mais de préférence, pour ne pas dire exclusivement, les personnes et groupes de personnes dont l'apparence correspond aux stéréotypes de

la délinquance, à savoir les jeunes de sexe masculin et d'origine nord-africaine.

Enfin, dès que les gendarmes patrouilleurs ont accompli le plan de route imposé, ou toutes les fois où ils n'ont pas de plan de route, ils vont se poster et faire leurs provocations dans les quartiers à forte densité immigrée, c'est-à-dire où on trouve beaucoup de suspects à provoquer et à contrôler. Ainsi passent-ils de fructueuses journées à *chasser*.

Le résultat, c'est que progressivement ces jeunes, et eux seuls, acquièrent l'habitude que les gendarmes se comportent de cette manière avec eux. Mais à vrai dire, on ne s'y habitue pas vraiment.

Il me vient une comparaison. Ces manières de la gendarmerie - ralentir à la hauteur d'une personne, la toiser etc... ressemblent curieusement au harcèlement que subissent les passantes dans certains quartiers de la part de mâles à pied ou en voiture qui viennent eux aussi y " chasser ", à leur façon.

Oh il y a bien des différences entre les deux types de chasseurs! Ainsi, alors que le mâle en vadrouille a l'habitude de proférer des injures et des menaces de viol à une personne qu'il a décidé unilatéralement de considérer comme sa cible et qui ne lui a rien demandé, le gendarme en patrouille, lui, place d'initiative son *suspect* a priori, sous la menace du contrôle d'identité et de la fouille en public, alors que le suspect ne lui a rien demandé non plus.

Quoi qu'il en soit, dans les deux cas, il s'agit d'un harcèlement, et le harcelé intériorise la conscience trouble du harcelé, et des abysses de haine accumulées à l'encontre du harceleur. Délit de sale gueule, délit de belle gueule: même combat?

4 La conscience du harceleur

Pourquoi ce harcèlement policier ciblé sur les jeunes habitant des quartiers pauvres et de teint basané? Eh bien, ce n'est pas seulement parce que les gendarmes sont racistes. Les gendarmes qui ne sont pas

racistes le font aussi. Donc, il ne suffirait pas de leur offrir une formation de sensibilisation à l'antiracisme pour y mettre fin.

Là-dessous intervient en effet une rationalisation. On contrôle les jeunes d'origine maghrébine parce qu'on ne peut pas contrôler tout le monde et n'importe qui au hasard, voilà tout! Contrôler au hasard ou systématiquement sans motif, c'est même carrément interdit par les articles 38 et 34 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police. (p. 193)

Pour autant, ce ciblage ne rend pas le contrôle plus légitime. Mais, *en s'adressant à des populations socio-économiquement plus vulnérables, certains gendarmes admettent se sentir à l'abri de contestations relatives aux éventuelles irrégularités (contrôles d'identité et fouilles sans motif légal) qui accompagnent leurs contrôles.*

Donc, le ciblage des jeunes Maghrébins, aux effets de harcèlement, a trois causes: racisme parfois, *rationalisation du travail policier* souvent, et *minimisation des conséquences disciplinaires ou judiciaires des illégalismes policiers* enfin.

Il y a bien sûr une quatrième cause que j'ai évoquée plus haut: c'est l'espèce de désœuvrement des gendarmes pendant que les services de police sont occupés (voire débordés) par les interventions à la demande de la population.

Remarquez qu'une amélioration de la rapidité des réponses aux appels de la population et un grand soin apporté aux suites données à ses plaintes seraient les moyens adéquats de répondre aux sentiments d'insécurité éventuels en son sein. Par contre, ce n'est pas en augmentant le sentiment d'insécurité des jeunes d'origine maghrébine via le zèle proactif qu'on va diminuer celui du reste de la population...

En tout cas, le résultat de ce ciblage policier, c'est une surreprésentation de ces jeunes parmi les personnes reconnues comme auteurs d'infractions, poursuivies, emprisonnées, bref connues du système judiciaire et pénitentiaire belge. Le fait qu'eux et eux seuls soient surveillés et contrôlés presque systématiquement donne aux

gendarmes et peut-être au restant de la population l'impression qu'ils sont tous enclins à se livrer à des vols, des trafics de drogue ou de voitures volées, des ports d'armes et des infractions en tout genre, alors qu'il est bien possible que les Belges jeunes ou moins jeunes commettent autant d'infractions, et les mêmes, mais qu'ils soient tout simplement moins surveillés, moins pris sur le fait, moins poursuivis et moins punis que les Maghrébins! Ainsi, une attitude différenciée de la police envers les deux populations conforte des préjugés qui entretiennent cette attitude...cercle vicieux.

5 Police communale à la recherche des bandes organisées

A la fin, qu'arrive-t-il? Des émeutes, et ensuite... un renforcement des patrouilles de ce genre avec contrôles et fouilles à la clé.

Suite aux émeutes bruxelloises de 1991 et de 1997, une peur nouvelle est apparue au sein de la brigade observée, celle de voir ces événements de reproduire. Cette peur omniprésente dans les discours et les pratiques des gendarmes est à l'origine de (...) l'apparition des patrouilles bandes organisées.

En fait, nonobstant cette observation tendant à conclure au caractère spontané et interne de la création des patrouilles " bandes organisées " au sein de la gendarmerie, ces patrouilles de gendarmerie semblent découler directement ou indirectement de la création d'une cellule " bandes organisées " au sein du parquet bruxellois.

En effet, un autre article dans le même ouvrage (Christine SHAUT, voir introduction) raconte comment cette cellule du parquet a demandé la collaboration non pas de la gendarmerie, mais de la police. *Désireux de neutraliser l'existence, non encore prouvée, de bandes organisées en région bruxelloise, les magistrats se font aider par certaines polices communales chargées de les identifier, de monter des dossiers contre leurs membres, de prendre leurs photos, présentées sous forme d'album aux victimes d'agressions.*

Cette initiative du parquet a embarqué la police dans la proactivité, avec tous les dérapages qui s'ensuivent. Un inspecteur de police raconte:

" Il y a eu, en fait, une demande du parquet qui était: Déterminer les bandes organisées qui sont sur votre territoire " et quelque part, ça a eu un effet pervers... on s'est dit, à la police, " oui, on doit en avoir (...) et on cherche. Je crois que quasiment toutes les communes ont répondu qu'elles avaient l'une ou l'autre bande organisées sur leur territoire. (...) maintenant on en est revenu. "

Résultat: *créée à partir d'une fiction et d'un fantasme liés à l'existence de bandes organisées possédant une structure pyramidale, un chef et des lieutenants, la cellule " bandes organisées " (du parquet) a non seulement mobilisé d'importantes ressources mais elle a aussi contribué à criminaliser la présence des jeunes dans les espaces publics des quartiers populaires et à les humilier. Les jeunes sont nombreux, dans les entretiens, à mentionner l'humiliation ressentie lorsqu'ils étaient pris en photo pour figurer dans l'album. Sans parler du risque d'être victime d'une victime qui se croit plus physionomiste qu'elle ne l'est.*

6 La création du risque d'émeute

Revenons à l'article de Vincent FRANCIS. Parallèlement à l'action proactive déjà lourde de la police, les patrouilles " bandes organisées " de la gendarmerie ont lieu une fois par semaine, le soir. *Elles ont pour objectif déclaré, outre la recherche d'informations utiles aux enquêtes en cours, l'identification de toute une frange de la population composée de jeunes d'origine nord-africaine dont la présence, bien visible de jour comme de nuit, est vécue par une partie du voisinage et par les gendarmes comme une menace permanente en raison de la petite délinquance urbaine à laquelle ils sont associés et en raison de leur attitude rebelle face aux forces de l'ordre.*

L'identification entendue ici consiste en un contrôle d'identité systématiquement suivi d'une fouille (...) Ces contrôles visent à la récolte d'informations sur (...) le type de rapport que les personnes interpellées ont avec la délinquance et principalement avec la drogue,

ensuite de permettre la localisation, dans le futur, de ces mêmes personnes.

Pour ce faire, les patrouilles sillonnent les quartiers bruxellois où l'on peut observer à chaque coin de rue des attroupements de jeunes gens (essentiellement de sexe masculin) d'origine nord-africaine. Ils sont systématiquement contrôlés. Lorsque le nombre d'individus est trop important, les patrouilleurs préfèrent appeler leurs collègues en renfort. Ils s'organisent par radio afin d'arriver en même temps sur le lieu. Le contrôle est opéré par deux ou trois gendarmes tandis que les autres forment un large cercle autour de la scène, leur attention étant dirigée vers un extérieur menaçant. En effet, ce type de contrôles a pour effet d'attiser le ressentiment des autres jeunes du quartier qui rapidement s'attroupent aux alentours. Un brouhaha allant crescendo vient confirmer et amplifier l'état de tension que produit chez ces jeunes le fait de voir certains des leurs en posture de fouille. Il arrive que des petits projectiles soient maladroitement lancés en direction des gendarmes. Les insultes à l'égard des forces de l'ordre ne sont pas rares non plus. Ces contrôles, au sens large du terme, durent entre vingt-cinq et trente minutes. Ils consistent en une vérification d'identité des personnes alignées généralement contre un mur suivi d'une fouille systématique ou aléatoire (quelques personnes au hasard) si la tension ambiante requiert de faire vite "...

Tiens, tiens. Si on doublait les effectifs des pompiers, je ne pense pas qu'on aurait deux fois plus d'incendies. Mais si on augmente les patrouilles proactives de la gendarmerie, ou de la future police unique, il risque bien d'y avoir davantage de troubles de nature à justifier leur existence. En effet, à force d'un zèle considéré comme louable au sein de leur *culture d'entreprise*, les gendarmes parviennent à justifier leur fonction en semant l'ambiance pour laquelle ils ont été formés.

On a déjà reproché aux militaires et aux marchands d'armes d'en faire autant.

7 Douce, l'info?

Faire du judiciaire étant particulièrement valorisé au sein de la brigade de gendarmerie, il s'agit donc pour elle de prendre position sur ce terrain.

Plus précisément, les gendarmes de la brigade observée veulent avant tout *détenir l'information*.

Peu importe, pour les gendarmes, le contenu de l'information pourvu qu'ils la détiennent. Ils peuvent ainsi mettre au jour une base de données informelle (ce que les forces de l'ordre appellent " l'info douce "). Cet outil, exclusivement destiné au travail des gendarmes, se présente sous la forme d'une liste reprenant, au regard des noms des personnes contrôlées, les informations les concernant. (gloup!)

C'est de la rétention d'informations et c'est punissable pénalement et disciplinairement.

Et à quoi cela sert-il? A faire pression. (re-gloup!)

Les informations récoltées lorsqu'elles révèlent une détention de drogue ne sont pas systématiquement transmises au parquet. Elles représentent, dès lors, une menace permanente pour ces jeunes en ce sens qu'elles constituent le levier d'une répression éventuelle dans le cas d'implication de ces jeunes dans des troubles à l'ordre public.

Le but que notre ethnologue de la gendarmerie a découvert au principe de ces fichiers clandestins, c'est *le maintien de l'ordre public*.

De la conception que se fait la gendarmerie de celui-ci.

Et puisse ce moyen de pression utilisé par la gendarmerie en toute illégalité et hors de tout contrôle, ne jamais servir un autre but!

On n'ose pas songer à la conception que se font les jeunes non seulement de la gendarmerie, mais du reste de la société...

Conclusions

Tout cela nous ramène à des conclusions déjà formulées ailleurs, que ces deux recherches confortent puissamment.

a) Abandonner les interventions " proactives " de l'actuelle police intégrée et n'autoriser les enquêtes et les contrôles que lorsqu'une infraction a vraiment été commise et à l'égard d'un vrai suspect. Ne plus leur permettre de considérer toute une " population-cible " a priori comme suspecte.

Or la loi du 12 mars 1998 dite " petit Franchimont " (MB 2 avril 98) légalise l'enquête proactive...

b) L'actuelle police unique est obligée de transmettre toutes les informations au fichier centralisé qui est à la disposition des procureurs et des juges d'instruction qui en ont aussi besoin. De cette manière, les différentes instances se contrôlent mutuellement. Les rétentions d'informations sont sanctionnables pénalement et disciplinairement. Mais pour appliquer ces beaux principes, il reste à soumettre la police à un contrôle extérieur et indépendant qui sanctionne réellement les fautes disciplinaires et des infractions pénales en son sein.

Or ce n'est pas garanti par la loi du 7 décembre 1998 organisant la police intégrée (MB 5 janvier 98). Cette loi soumet les membres de la nouvelle police à une inspection interne partageant son esprit de corps, comme l'inspection interne de la gendarmerie, qui n'a pas sanctionné les gendarmes auteurs des violences dont Semira ADAMU est décédée, ni les rétentions d'informations par la gendarmerie dont Julie et Mélissa sont décédées, ni l'impossibilité pour la juge ANCIA de recevoir les informations qu'elle demandait concernant l'affaire COOLS.

c) Ne pas augmenter indûment les effectifs de la police, et les affecter essentiellement aux suites à donner aux plaintes des citoyens et aux demandes d'intervention émanant de la population via le service 101.

d) Hormis dans le cadre du point précédent, la police n'est ni compétente ni motivée pour " faire du social ". Laissons cela aux vrais services sociaux et augmentons leurs effectifs s'il le faut.

Cécily Falla

